

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1

Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 20 F (200 FB)  
6 mois : 10 F (100 FB)  
pli fermé : 34 F et 18 F  
« programme communiste »  
1 an : 24 F (200 FB)

12<sup>e</sup> ANNEE — N° 191  
LE NUMERO : 1 FF  
10 FB - 1 FS  
du 24 Fév. au 9 Mars 75

## LE PROLETARIAT ET LA CRISE

Face à l'approfondissement d'une crise économique et à ses répercussions inévitables sur le plan social, l'atout du capitalisme a toujours été le retard du prolétariat à s'approprier les instruments indispensables pour transformer une crise sociale en révolution politique. L'exemple le plus typique à ce sujet est le mouvement des masses qui après la première guerre impérialiste n'a pas pu, en dépit des sursauts successifs d'années de lutte ouverte entre capital et travail, combler le retard et l'insuffisance qui marquaient son expression programmatique et tactique.

Même si cela n'a rien d'original, on peut affirmer que la guerre de classe a été perdue au cours de la période de trêve qui a précédé, dans la mesure où, proclamations mises à part, elle avait été remplacée par le travail de « rapiécage » de la société existante comme aurait dit Engels. Il arriva sur le plan politique ce que Marx avait déjà dénoncé sur le plan économique : en renonçant à avancer des revendications de classe dans les moments d'expansion de l'économie bourgeoise, le prolétariat compromet sa défense dans les périodes de crise économique et, surtout, il rend encore plus difficile le passage à « un mouvement plus ample ».

Il est donc indispensable, devant la situation économique actuelle, d'essayer de comprendre dans quelle phase générale (non seulement économique mais aussi politique, sociale, superstructurelle) celle-ci s'insère. Et ici deux points extrêmement importants sautent aux yeux : 1) crise économique et crise du système bourgeois ne coïncident pas : la « courbe politique » ne suit pas de façon mécanique la « courbe économique » mais subit l'influence des effets antérieurs qui se sont accumulés en lui faisant prendre une direction plutôt qu'une autre ; 2) le poids de l'opportunisme dans la phase historique que l'on peut dater de la chute du mouvement révolutionnaire des années vingt, de la victoire concomitante du fascisme-nazisme et du stalinisme, et du processus de renouvellement de la domination mondiale des grands monstres impérialistes, USA en tête, ce poids est plus fort qu'au cours de toutes les autres périodes historiques précédentes et doit être relié à tous les phénomènes mentionnés.

Le mouvement révolutionnaire doit savoir se garder de toute surestimation qui l'arrangerait et qui ne serait autre qu'une sorte de « consolation » explicable par l'ampleur des tâches qui l'attendent : le terrain « objectif » doit être examiné tel qu'il est réellement, et il faut être conscient du fait qu'un mouvement « subjectif » petit, même s'il est bien orienté, ne peut trouver de recettes pour modifier les directions de fond. Dans sa première *Lettre de loin* écrite après la révolution de février, Lénine expliquait que la « révolution de huit jours » qui

avait donné le pouvoir aux Goutchkov, aux Milioukov et aux Kérénski avait été « jouée [...] comme après une dizaine de répétitions générales et partielles ; les « acteurs » se connaissaient, savaient leurs rôles, leurs places et tout le décor en long et en large, de bout en bout, jusqu'aux moindres nuances tant soit peu importantes des tendances politiques et des procédés d'action » (1).

Aujourd'hui, certaines « analyses » qui voudraient nous faire croire que l'histoire récente a continué à être un « décor » de ce type, ne se rendent pas compte de l'absence de l'acteur principal, le prolétariat. Non pas le prolétariat au sens sociologique du terme, ni même au sens idéaliste de « porteur de conscience », mais le prolétariat comme force tendant à se constituer en classe ; comme force sociale susceptible de prendre part à des « répétitions générales et partielles » en tant que force opposée à tout l'éventail bourgeois. Si la révolution, comme l'écrit Lénine est un « développement » et non un mouvement « sur commande », cela signifie précisément que sans les répétitions partielles et générales, le régisseur politique ne sert à rien (2). Et si l'on nous présente la Résistance comme une « répétition de classe » et non comme le contraire — c'est-à-dire une collaboration de classe — simplement parce que les ouvriers « avaient un fusil » (mais le soldat américain qui était derrière lui avait lui aussi un fusil) cela montre que l'on ne sait pas juger le « spectacle ».

\*\*\*

Les trotskystes de *Rouge* ont publié et commenté un texte très intéressant de Trotsky de 1940, *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste* (3), dans lequel sont développés certains points fondamentaux (que notre parti

(1) Lénine, Œuvres, tome 23, p. 326.

(2) Dans l'article cité, Lénine dit que la guerre impérialiste mondiale a été un « régisseur » tout puissant, un « vigoureux accélérateur » de la révolution de 1917.

(3) On peut trouver un commentaire critique de ce texte, avec une évaluation de ses aspects positifs et négatifs dans *Marxisme et question syndicale*, *Le Prolétaire* n° 128.

### DANS CE NUMERO

- Cours de l'impérialisme mondial : la crise.
- Sur le fil du temps : Marxisme et partisanisme (A propos de la Résistance).
- L'offensive bourgeoise contre les travailleurs immigrés (IV).
- Luites ouvrières : Portugal, Nigéria, grève Renault.
- Radiographie politique de la L.C.R. (II).
- L'accouchement de l'Ethiopie.
- Torture et terreur, délices de la domination bourgeoise.
- Notes diverses, tracts.

a également mis en évidence), comme l'intégration des organes syndicaux à l'Etat bourgeois, l'impossibilité de retrouver l'autonomie de classe sans le facteur décisif qu'est le parti révolutionnaire, l'impossibilité de prétendre à un cadre de « démocratie libérale » datant d'une autre époque, la tendance de la démocratie moderne à se rapprocher étrangement du fascisme ; commentant ce texte dans leur introduction, les épi-

(suite page 8)

## Solidarité de classe avec les travailleurs immigrés !

Pour le front uni du prolétariat contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme !

TRAVAILLEURS, CAMARADES !

Après 30 années de « prospérité » et de « progrès » capitalistes, les luttes répétées des travailleurs immigrés, parmi celles de leurs frères de classe, proclament que malgré tous les mensonges des démagogues, il y a toujours la misère et l'exploitation ; qu'il y a toujours la lutte des classes ; que les prolétaires, en dépit des maigres « avantages » et « garanties » provisoires concédées par la bonne marche de l'économie, n'ont d'autre ressource que de se battre s'ils veulent simplement survivre.

En relevant le défi de la bourgeoisie, ces luttes posent devant toute la classe ouvrière le problème fondamental : celui de la reconstitution de la force de classe du prolétariat.

La bourgeoisie sait que malgré toute la puissance que lui donne le pouvoir économique, la force de ses Etats, sa capacité de mensonge, de corruption et de concussion, elle ne peut empêcher les antagonismes sociaux d'éclater. Elle sait que la force des prolétaires peut être immense lorsqu'ils sont unis sur le terrain de la lutte. C'est pourquoi elle met tout en œuvre pour les paralyser. Elle cherche à intimider les travailleurs immigrés, la catégorie la plus exposée des prolétaires, par la répression légale de son Etat (circulaire Fontanet-Marcellin, contrôle et répression policières, expulsions), comme par le terrorisme illégal des bandes racistes. En même temps elle joue sur la concurrence que le capitalisme crée entre les exploités, en s'efforçant de dresser contre eux les travailleurs français, pour les empêcher de s'unir.

En frappant les travailleurs immigrés, c'est toute la classe ouvrière que la bourgeoisie vise à plier à de nouveaux sacrifices, au moment où la crise économique attaque durement ses conditions de vie. La violence de sa répression contre les noyaux les plus combattifs montre ce qui attend demain tout le prolétariat.

(suite page 3)

## Dans les chasses gardées de l'impérialisme français

La France démocratique ne reste pas inactive aux quatre coins du monde. Au moment où le gouvernement réprime le mouvement autonomiste en Nouvelle-Calédonie et dépêche Stirn pour rappeler que « la France est là pour toujours » (nickel oblige...), huit militants autonomistes et indépendants guyanais sont emprisonnés un mois et inculpés de complot, et les heurts entre les étudiants, les ouvriers et les forces de police ont fait plus de 100 blessés pour le seul mois de janvier 1975.

Au moment où l'impérialisme français lance son opération de charme en direction des pays arabes, avec lesquels il nourrit une amitié aux odeurs de pétrole et de graisse de canon, et où il redéfinit la « coopération » avec les semi-colonies africaines, il redéploie ses forces dans l'océan indien.

Tandis que le vent nationaliste venant de Madagascar le contraint à accorder l'indépendance aux Comores — en réalité bien « préparée » et tout à fait factice — dont il se console en considérant le caractère finalement peu stratégique de ces îles, un nouveau port « à double vocation, civile et militaire » est envisagé à La Réunion, qui a « bénéficié » d'un retrait de troupes de Madagascar, et les effectifs militaires sont renforcés dans le rouleau de barbelés de Djibouti, où comme le disent les *Echos* du 4/2, la France « suit de très près l'évolution de la situation dans cette région du monde [suivez notre regard alternatif vers Addis Abeba et Asmara] dont la perspective de réouverture du canal de Suez rend le contrôle important ».

On ne pourra pas dire que l'opportunisme, c'est-à-dire les partis soi-disant ouvriers, entrave en quoi que ce soit cette activité fébrile. Bien au contraire, il justifie pleinement le qualificatif de social-impérialiste que les marxistes lui donnent car il est, sous couleur de socialisme, solidaire de sa bourgeoisie dans l'oppression coloniale et impérialiste. C'est ainsi qu'à l'activité diplomatique du gouvernement correspond l'activité parallèle de délégations des partis d'opposition et de syndicalistes dans les mêmes pays, ou dans ceux où le gouvernement n'est pas officiellement représenté.

C'est ainsi qu'au moment où le mouvement de lutte contre l'oppression française grandit dans les DOM et TOM, le PCF réuni avec les PC guadeloupéen, martiniquais et réunionnais, réaffirme (après une pétition de principe tout à fait formelle sur le droit à l'autodétermination et sa volonté de lutter contre l'impérialisme), sa position en faveur d'une « autonomie démocratique et populaire, possible dans le cadre de la république française » (*L'Humanité* du 31/1), et insinue que l'agitation indépendantiste à la Guyane serait due à ... des nostalgiques de l'Algérie française (voir *L'Humanité* du 4/2). Mais nul ne s'étonnera de telles bassesses, parmi ceux qui se souviennent que pour le PCF en 1945, l'agitation populaire en Algérie, au Cameroun ou ailleurs, pour l'indépendance, portait la marque du ... fascisme et de l'hitlérisme.

Heureux impérialisme français, qui peut se payer de tels larbins !

# Radiographie politique de la L.C.R. (II)

(Le début de cet article a paru dans le n° 190 du « Proletaire ».)

Nageant dans les eaux ambiguës de la demi-teinte, Krivine écrit que « l'emploi de la violence armée dépend du degré de résistance de la classe dominante », ce qui est vrai, mais qui reste une reconnaissance purement rhétorique si l'on ne montre pas cette résistance comme étant inévitable, féroce, acharnée, multiforme et toujours renaissante de par la force sociale, économique et culturelle de la bourgeoisie et par ses liens internationaux. Elle reste stérile si l'on n'en tire pas toutes les conséquences impératives qui en découlent pour le parti, et en tout premier lieu le besoin du terrorisme révolutionnaire dont Krivine ne souffle mot, et qui constitue le seul moyen de réduire au minimum la résistance de la classe capitaliste.

## Violence et insurrection

On ne pourrait mieux renier et affadir le marxisme, qui considère l'insurrection non comme un accident de l'histoire, mais comme le moment culminant nécessaire de l'offensive révolutionnaire que le parti a à préparer consciemment et en temps utile pour s'emparer du pouvoir, en apprêtant les points d'appui de l'insurrection, en liant les détachements de choc par l'unité du dessein, en élaborant d'avance le plan de l'offensive et du dernier assaut (Trotsky).

Poursuivons. De l'idée — juste en soi — que, dans une période où « l'issue de la révolution devient une question de jours », la grève générale n'est pas la panacée et qu'elle ne fait que poser la question du pouvoir, Krivine, partant de la même optique spontanée et purement défensive, tire la conclusion erronée que « la seule façon de prolonger l'offensive » consiste non pas à porter la lutte au niveau général de l'affrontement armé, hors du milieu restreint de l'usine et de la pure bataille de résistance économique, mais à « arrêter la grève générale, et à faire tourner les entreprises sans les patrons, sous la direction des comités de grève », ce qui pourrait déchaîner « d'éventuelles ripostes violentes de la bourgeoisie ».

Beau mélange d'immédiatisme, d'aventurisme et de spontanéisme ! D'abord, on affirme que la conquête du pouvoir passe par celle, préalable, de l'entreprise ; ensuite, lorsque l'affrontement final est à l'ordre du jour, on se propose de conduire les ouvriers... au travail ; et finalement on cède à la bourgeoisie le « droit à l'offensive ». Le lecteur trouvera ce « riche » développement aux pages 185-6 et 168. Même pour un enfant cela ne tient pas debout !

Attendre « d'éventuelles » ripostes violentes de la bourgeoisie lorsque l'insurrection est à l'ordre du jour ?

« Piétiner, tergiverser, ne serait-ce que pendant quelques heures leur répond Trotsky, rend partiellement à la classe dominante confiance en elle-même et enlève aux insurgés une partie de leur propre assurance. Or, cette confiance, cette assurance détermine la corrélation des forces qui décide de l'issue de l'insurrection » (Histoire de la Révolution Russe).

Ces théorisations s'épanouissent librement dans le Programme d'Action de Rouge (1974) qui va, sous une autre forme, encore plus loin dans la même voie :

« Pour donner un coup d'arrêt à cette politique [anti-ouvrière du gouvernement et du patronat], les grèves et les journées d'action ne suffisent pas — peut-on lire. (...) Il faut être des comités d'usine, de quartier, révocables à tout moment, afin que tout le monde participe effectivement à la grève et contrôle la remise en marche de la production (...). Ainsi se dressera un nouveau monde où les patrons sont expropriés, où la majorité des usines sera autogérée, où l'ensemble des affaires sociales sera pris en charge directement par les travailleurs. DES LORS, l'affrontement avec l'Etat bourgeois, réduit à une bande d'hommes armés, sera inéluctable ».

« Toutefois, continue Krivine à la page 190, plus les travailleurs seront organisés et armés, plus on a de chance de limiter l'affrontement ». Le discours tend ici à « garantir » une révolution à bon marché. Il pourrait être juste de dire que la solide centralisation de l'ensemble du mouvement ouvrier par un parti éprouvé peut réduire les effusions de sang inutiles et les risques de défaite. Mais cette condition de la victoire ne réduira ni l'âpreté ni la violence de l'affrontement. Toute autre « préparation » des masses et du parti lui-même n'est ni communiste ni révolutionnaire (Lénine).

« C'est la bourgeoisie qui prendra l'initiative [de la violence] » dit Krivine, en remettant à la classe dominante l'initiative des hostilités qui produirait, comme contre-coup, l'insurrection.

On remarquera ici, à la différence du texte de Krivine, le rôle presque mythique attribué à la grève générale illimitée ; puis, le glissement vers une forme originale para-gramscienne où les transformations sociales sont commencées avant la conquête du pouvoir, conquête « devenue inéluctable » comme conséquence des transformations socialistes préalables. Le marxisme avait déjà démolé cette théorie chez Gramsci et l'histoire l'a déjà démentie : le mouvement d'occupation des usines en Italie en 1920, ne s'effiloche-t-il pas sous l'œil attentiste d'un parti qui « attendait les suites », et d'une bourgeoisie qui se garda bien de provoquer les ouvriers qui les faisaient tourner ?

Liquidation du rôle spécifique du parti — conception libérale du pouvoir — déformation économiste de l'Etat — rabaissement du rôle de la violence et de la dictature — incompréhension spontanée du rôle du parti dans l'insurrection et dans sa préparation — glissement vers le gradualisme gramscien. Qu'on est loin du marxisme restauré par l'Internationale de Lénine et de Trotsky que la L.C.R. réclame comme héritage, à l'image des socialistes de l'avant-guerre qui faisaient allusion à la révolution... les jours de fête !

## La révolution qu'est-ce que c'est ?

« Mais rêvons un peu ! — écrit Krivine à la page 187 en essayant de donner la réponse. Si ces milliers de comités [d'usine, de bureau, de quartier] après avoir vu le jour [au cours d'une grève générale] ... avaient élu des délégués à l'échelon local, régional et national, pour donner naissance à une sorte d'Assemblée Populaire de quelques centaines de représentants élus par les millions de grévistes (...) on aurait été en présence de deux pouvoirs : le pouvoir légal de la bourgeoisie, avec son Parlement, ses préfets et ses flics, sans autorité réelle [...], et le pouvoir illégal de l'Assemblée Populaire, réellement représentatif. L'objectif du combat devient alors simple, il s'agit de légaliser [...] le nouveau pouvoir de fait, en détruisant l'ancien ».

Le sens du discours est sans équivoque : avant de détruire l'Etat capitaliste, le prolétariat aurait au préalable à construire entièrement une Assemblée « vraiment représentative » qu'il s'agirait alors de « légaliser ». Cela éviterait en passant tout danger de ... bureaucratisation. Disons, entre parenthèses, que lorsque Krivine proposait d'inviter les ouvriers à travailler, alors que l'insurrection est à l'ordre du jour, c'était bien pour donner à cette Assemblée populaire le temps de naître. Démocratie et constitutionnalisme obligent...

Que la révolution ne consiste pas à « légaliser » un Parlement populaire, ni même ouvrier, fût-il

née d'un mouvement des masses, Trotsky l'avait déjà dit dans le passage cité plus haut de *Terrorisme et Communisme*, mais cela apparaît clairement là où il rappelle les discussions au sein du CC du Parti bolchevik au cours des journées qui précéderent l'insurrection, quand — et cela les adorateurs du « principe démocratique » ne le comprendront jamais — Lénine pestait et lui adressait de dramatiques appels pour qu'il en prenne l'initiative sans se soucier de la « question difficile d'un accord avec les Soviets sur la préparation du soulèvement » ni de la « convocation du Congrès panrusse des Soviets ». Et Trotsky poursuit :

« La proposition faite par Lénine d'encercler le théâtre Alexandre et de mettre en arrestation la Conférence démocratique procédait du fait que l'insurrection devait avoir à sa tête non le Soviet, mais le parti qui ferait appel directement aux usines et aux casernes » (encore Trotsky), en passant donc par-dessus et en dehors de la représentation soviétique.

Que la Révolution d'Octobre ait pris finalement le chemin insurrectionnel en s'appuyant sur les soviets (mais s'appuyer ne veut pas dire se subordonner à, et ce même « appui » fut le produit — et non une légitimation formelle préalable — de la décision autoritaire de prendre le pouvoir : les bolcheviks savaient que ce n'est qu'ainsi que pouvaient être vaincues les oscillations, les incertitudes et l'indécision d'un « informe parlement ouvrier », cela ne change en rien la question essentielle, à savoir que le problème de la révolution n'a que faire ni des principes de la démocratie ni de l'institutionnalisation de formes représentatives préalables.

Bien entendu, le parti a besoin de courroies de transmission qui lui permettent de se relier aux larges masses combattantes, et il doit tenir compte des conditions historiques réelles dans lesquelles se déroule la lutte pour se décider à choisir une voie déterminée pour l'insurrection plutôt qu'une autre, mais ces courroies de transmission ont une valeur en période révolutionnaire non pas en tant que « représentantes de la classe » mais en tant qu'organes de sa mobilisation. Quant aux conditions, rien n'autorise à croire d'une part que ces organes doivent être nécessairement des Soviets ou d'autres « corps représentatifs » et d'autre part que c'est uniquement sur eux que le Parti peut et doit s'appuyer dans la phase insurrectionnelle. Si les trotskystes reliaient le Trotsky des grandes années, ils se souviendraient de la page des *Leçons d'Octobre*, de cette critique féroce du « fétichisme d'organisation », où celui-ci n'exclue ni que la révolution prolétarienne en Europe puisse trouver son point d'appui dans des organisations en fait différentes, ni que les « Soviets surgissent après le moment critique de l'insurrection, et même après sa victoire comme organes du nouveau pouvoir » !

Comme Krivine le dit lui-même, le long passage que nous avons cité (colonne ci-contre) est sa version de la théorie du double pouvoir.

Cette théorie, qu'il serait fort utile de suivre dans les formulations qu'en ont donné les grands théoriciens du marxisme, concerne et ne peut concerner que la période où s'annonce l'affrontement décisif entre la force montante de la classe révolutionnaire qui s'apprête à engager la lutte pour le pouvoir, et le vieux pouvoir chancelant, encore en place, qui ne peut plus imposer sa volonté sur l'ensemble de la nation, et concentre donc sa violence pour s'abattre sur les forces révolutionnaires, ou pour se défendre dans les bastions de sa domination.

Dans ses *Thèses pour la constitution des soviets*, l'Internationale Communiste énonça en 1920 les conditions dans lesquelles ceux-ci pouvaient devenir les organes de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. En matérialiste, Zinoviev pose la question de force, en mon-

trant que c'est seulement lorsque la crise générale de la société capitaliste se reflète dans la « poussée révolutionnaire des plus larges masses ouvrières, de soldats et de travailleurs "en général" », dans une « accentuation de la crise économique et politique telle que le pouvoir commence à échapper des mains des gouvernements constitués », et dans la « maturation dans les rangs des larges couches d'ouvriers et dans le parti de l'avant-garde de la ferme décision d'engager la lutte décidée, systématique et planifiée pour le pouvoir », que c'est seulement alors que les soviets peuvent devenir des organes de double pouvoir, en ce sens qu'ils sont susceptibles (et ce, bien entendu, grâce au concours déterminant du Parti qui est l'organe de direction politique et l'arme de la centralisation organisationnelle) de concentrer cette volonté explicite de s'emparer du pouvoir, et d'agir en conséquence, en manœuvrant pour se donner le

maximum d'atouts en affaiblissant les positions de l'ennemi.

Dans la version déposée par Krivine, le parti disparaît ; la question de force devient problème de forme (ce qui, d'ailleurs, est caractéristique du centrisme : celui-ci a toujours cherché dans l'adhésion verbale à la forme des Soviets un moyen d'échapper aux véritables problèmes, ceux de la force de la révolution ; ce n'est pas par hasard que le Manifeste de 1920 de l'Internationale proclamait que « la reconnaissance pure et simple du système soviétique ne résoud rien » ; ce qui était effet se métamorphose en cause, à l'image de qui croit provoquer la pluie en mettant son imperméable. Ainsi, les soviets ne seraient pas la forme qui peut traduire sur le plan non seulement formel mais même de mobilisation et d'organisation la volonté d'engager la lutte pour le pouvoir, mais sa cause, cette volonté étant le résultat de leur naissance.

## La question du double pouvoir

C'est toujours la même erreur mécaniste de l'activisme spontanéiste, pour qui l'action engendre « fatalement » l'action, erreur partagée en général par la IVe Internationale qui affirme, lors de son Xe Congrès, que « l'effort principal des révolutionnaires dans le cas d'explosions de masses tumultueuses consiste à préparer et à assurer l'apparition d'organes de dualité de pouvoir qui empêchent [...] une récupération rapide de la montée par les rapports étatiques et économiques bourgeois, QUI DONNENT DE CE FAIT à la lutte de classes la forme d'une succession d'affrontements globaux et [de par eux-mêmes donc] CREENT AINSI les meilleures conditions pour une élévation rapide de la conscience de classe et pour le renforcement rapide du parti révolutionnaire » (les majuscules sont de nous). Bref, si les révolutionnaires réussissent, de quelque façon que ce soit, à constituer des soviets, « la logique [spontanée !] d'une situation révolutionnaire [pourrait] se dérouler à tous niveaux dans toute sa plénitude ». (*Thèses et Résolutions du Xe Congrès*, p. 34 et 37) ; comme si toute la leçon

d'Octobre n'était pas que les organes du « dualisme du pouvoir » peuvent, en l'absence du Parti, se transformer de forces agissantes de la révolution en forces qui la freinent, et comme si on pouvait dire à priori de n'importe quel organe qu'il pourra fonctionner en soi comme l'expression et le levier du « double pouvoir » — que celui-ci naisse avant ou pendant la « période critique » du cycle révolutionnaire !

Une organisation, fût-elle de type soviétique, née de forts mouvements de masse, ne peut se transformer en organe de double pouvoir que lorsque les conditions objectives et subjectives existent pour engager la lutte pour le pouvoir. Alors, le parti communiste pourra (mais ce n'est pas fatal) en faire un levier de la préparation insurrectionnelle et de l'insurrection elle-même. En attendant, elle constitue un terrain où le parti doit porter son combat pour rassembler des forces, pour étendre son influence, et créer ainsi les meilleures conditions pour le déroulement ultérieur de la lutte.

(à suivre)

## US don't go home (proverbe chinois)

Depuis que le social-impérialisme soviétique, l'allié d'hier, est devenu l'ennemi n° 1 des Chinois, ceux-ci se dépensent sans compter pour s'assurer des appuis tant auprès de l'ancien ennemi, l'impérialisme américain — qui pour autant qu'on sache n'a pas changé de nature entre temps — qu'auprès de tout dirigeant nationaliste bourgeois du Second ou du Tiers Monde susceptible de faire pièce aux Russes.

Comme chacun sait, dans le « concert » des nations — c'est-à-dire dans la lutte que celles-ci mènent entre elles, seules ou par blocs, à l'échelle mondiale — c'est la Realpolitik qui mène la danse.

C'est parce qu'elle a besoin des Américains dans l'Asie du Sud-Est et en Extrême-Orient pour s'opposer au « plan Brejnev » qui prévoit un « pacte de sécurité collective en Asie », que la Chine souhaite que les Etats-Unis maintiennent leurs effectifs militaires en Thaïlande, plaque tournante de l'impérialisme U.S. dans toute la péninsule indochinoise, et que, comme vient de le déclarer Chou En-lai au dirigeant libéral-démocrate japonais Hori, Pékin encourage Tokio à maintenir des relations étroites avec Washington (« Nous sommes loin, on le voit — gloussait Le Figaro du 22 janvier — des dénonciations de naguère du « militarisme japonais » et [...] ce langage, [...] ne plaira guère à la gauche et au parti socialiste japonais »).

C'est au nom du même principe — celui de la défense nationale — que les Chinois ont fait un accueil chaleureux au chef du parti chrétien-social bavarois, Strauss, dont le grand mérite est d'être, entre autres choses, un adversaire déclaré de l'Ostpolitik des sociaux-démocrates. C'est à Strauss, qui a été reçu par Mao, qu'un des chefs de l'Etat-major chinois a déclaré que Pékin estimait que le soutien américain était indispensable à la défense de l'Europe.

On comprend mieux qu'au terme de sa dernière visite en Chine — la septième depuis qu'il a la charge du secrétariat d'Etat et de ses annexes — Kissinger ait pu déclarer qu'il quittait Pékin avec un « sentiment de satisfaction substantielle », et que Ford ait promis dans son récent message aux dirigeants chinois qu'il était prêt à « faire progresser la normalisation des relations sino-américaines » dans la ligne de l'engagement pris à Changai en 1972 par Nixon.

Voici la Realpolitik au service — non pas de l'internationalisme prolétarien qui n'est qu'une phrase vide dans le folklore propagandiste du maïsisme — mais des intérêts nationaux bien bourgeois de l'Etat chinois.

# L'offensive bourgeoise contre les travailleurs immigrés (IV)

(Le début de cet article a paru dans les nos 188, 189 et 190 du « Proletaire ».)

Nous avons montré dans nos deux derniers numéros la complicité active du PCF et des syndicats (CGT

et CFDT) dans l'offensive bourgeoise contre les travailleurs immigrés, même si ces organisations se déclarent maintenant en paroles pour l'égalité des droits : silence devant les mesures gouvernementales, refus d'organiser une riposte

de masse, dénonciation par contre des réactions des prolétaires immigrés, accusés tantôt d'obéir à des « provocations », tantôt de se contenter d'une « action individuelle incompatible avec l'action de masse et de classe ».

## Les conditions d'une riposte

Tandis que les syndicats laissent faire, la bourgeoisie a les mains libres pour intensifier la répression. Ces dernières semaines, les coups pleuvent : à Montpellier, expulsion de quinze travailleurs agricoles en chômage qui faisaient la grève de la faim, puis arrestation et matraquage de 67 sans-papiers à qui on avait promis leur régularisation (dix d'entre eux ont été expulsés et le « meneur » inculpé le 3 février) ; à Paris, expulsion de trois grévistes de la faim du 13e arrondissement (comme le déclarait un des orateurs immigrés à la manifestation du 1er février à Belleville, ces expulsions équivalent à de véritables assassinats : une fois de retour au « pays », les expulsés se retrouvent immédiatement dans les geôles d'Hassan ou de Bourguiba) ; lock-out sous prétexte d'insalubrité des locaux des usines Margoline où, après leurs grèves répétées et victorieuses de ces deux dernières années, les ouvriers (presque tous immigrés) commençaient à donner vraiment trop de souci à leur patron-négrier. Au moment même où est intervenue la prétendue abrogation des circulaires Fontanet-Marcellin par le Conseil d'Etat, la bourgeoisie montre avec toute sa brutalité que la lutte entre les classes n'est pas une question de droit mais de force et qu'elle n'hésite jamais à se placer sur ce terrain.

Aussi ne peut-on que saluer la combativité des travailleurs immigrés qui luttent, depuis des années, en dépit de la répression et de l'isolement, pour des conditions moins inhumaines, leur participation au premier rang des luttes ouvrières (Renault, Penaroya, Girosteel...), ainsi que leurs premières tentatives pour étendre leur lutte à l'échelle nationale (grève générale des immigrés en septembre 73, rassemblement national des sans-papiers les 15-16 février derniers à Montpellier) et pour s'organiser, y compris dans des organisations communes français-immigrés. Les immigrés en lutte proclament qu'ils ne sont pas des esclaves, mais des travailleurs comme les autres ; ils n'en appellent pas aux bons sentiments : ils se battent. Contre les mensonges de la bourgeoisie et de l'opportunisme, ils crient que ce ne sont pas les immigrés qui provoquent le chômage, mais le capitalisme, et que Français et immigrés forment tous la même classe ouvrière. Leurs revendications (en premier lieu abrogation des circulaires Fontanet-Marcellin, carte de

travail pour tous les immigrés, non aux expulsions) sont des exigences minima immédiates et vitales qui doivent être soutenues et reprises par tous les prolétaires de ce pays, car seule la lutte unie pourra les arracher, et seule la solidarité avec les plus exploités d'entre eux peut permettre de ressouder leurs rangs contre l'ennemi de classe, qui vit de leur concurrence et de leur division.

Dans la lutte pour la reconstitution de la force de classe du prolétariat, c'est une nécessité et un devoir élémentaire, pour le parti révolutionnaire, de participer à ces luttes de défense en mettant en avant des revendications et des méthodes de lutte allant dans le sens de l'unité croissante de tous les travailleurs, et en dénonçant inlassablement le travail de division de l'opportunisme. Les objectifs, « spécifiques » si l'on veut, de défense des catégories les plus exploitées, ne s'opposent pas, mais au contraire s'insèrent dans la lutte de toute la classe ouvrière contre les effets de l'exploitation capitaliste, où toutes les catégories doivent pouvoir lutter unies pour leurs intérêts vitaux communs : salaire, réduction de la durée du travail, défense contre le chômage. La lutte contre la répression patronale ou étatique et contre les attaques racistes qui frappent les travailleurs immigrés, la lutte contre toute mesure et statut discriminatoires vis-à-vis des conditions de travail et d'embauche comme vis-à-vis des droits sociaux, syndicaux et politiques, la lutte contre toute mesure et institution de contrôle et de blocage de l'immigration ne sont pas « l'affaire » des seuls immigrés, mais du prolétariat international dont ils font partie. Certes la liberté totale d'entrée et de circulation, l'égalité totale de conditions de travail et de droits, y compris politiques, entre « nationaux » et immigrés, sont des objectifs qui pour être réalisés supposent un rapport de forces qui est très loin d'exister aujourd'hui, où le prolétariat en est réduit à se défendre pied à pied. Mais ce sont ces principes qui doivent guider notre action, même au travers des escarmouches partielles d'aujourd'hui, car le prolétariat ne pourra retrouver sa force et son unité que s'il se bat, précisément, pour dépasser les divisions produites par le capitalisme et exacerbées par la bourgeoisie, entre les travailleurs de nationalité comme de catégories différentes.

Comme tous les problèmes revendicatifs de la classe ouvrière, ceux des travailleurs immigrés ne peuvent être affrontés efficacement que sur le terrain de la lutte de classe, par les méthodes de l'action directe, en premier lieu la grève — la grève dans son sens authentique d'arme de guerre contre le capital et d'instrument d'union entre les travailleurs, alors que l'opportunisme la ravale au rang de dernier recours ou de paisible intermédiaire entre deux négociations au sommet. Mais si les communistes revendiquent ces méthodes de lutte que le prolétariat devra se réapproprier, ils ne condamnent pas pour autant, comme le fait l'opportunisme avec une ignoble suffisance, les tentatives même confuses et embryonnaires de la classe pour réagir et se défendre contre l'oppression, sous le prétexte que ces épisodes ne rentrent pas dans le schéma harmonieux d'un combat organisé centralement et livré sur tous les fronts. Les grèves « de seuls immigrés » ne doivent pas être niées et condamnées, mais intégrées au contraire dans un effort pour les élargir et les généraliser en faisant appel à la solidarité les autres travailleurs. Quant aux grèves de la faim auxquelles certains prolétaires ont été accusés par la barbarie du capitalisme et par l'isolement où les laissent les syndicats, nous ne pouvons préconiser ce moyen non généralisable, et de surcroît facilement récupérable par l'humanitarisme chrétien et gauchisant : les prolétaires ont et auront toujours plus besoin de toute leur force dans leur longue guerre larvée contre la bourgeoisie ! Mais si nous devons lutter pour que la solidarité agissante du prolétariat permette de briser cet isolement et par là même de dépasser ces moyens, nous saluons le courage de ces sans-réserves qui sont prêts à donner leur vie, non pour « leur » régularisation, mais pour une cause qui est celle de toute la classe ouvrière : de quels actes d'héroïsme ne seront-ils pas capables demain, quand le prolétariat sera à nouveau en marche !

La lutte pour briser l'isolement des travailleurs immigrés sera d'autant plus dure et plus longue qu'elle se heurte et se heurtera toujours à la criminelle politique de division de l'opportunisme. Les premières tentatives de plus combattifs d'entre eux pour appeler à la solidarité leurs frères de classe montrent la voie, à condition qu'ils sachent se garder des pièges tendus aussi bien par l'opportunisme que par l'humanitarisme des démocrates, et rendre leur lutte encore plus tranchante et plus décidée. Le devoir de tous les prolétaires qui, quelles que soient par ailleurs leurs convictions politiques, sentent la nécessité de se battre contre les attaques toujours plus dures du capital et contre l'orientation de capitulation et de collaboration permanentes de l'opportunisme, est de mettre au premier rang de leurs préoccupations la solidarité totale avec les revendications des travailleurs immigrés et leur défense contre la violence, légale et illégale, de la bourgeoisie. Ces orientations doivent être mises en avant partout où il y a des prolétaires, dans l'usine comme hors de l'usine, dans les syndicats comme hors des syndicats. Ici aussi notre perspective est la lutte pour l'unité de tous les prolétaires dans un même front de combat, contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme. La lutte unie sur un terrain de classe contre l'orientation collaborationniste de l'opportunisme est une condition indispensable pour une défense prolétarienne efficace contre les attaques de la bourgeoisie ; elle est aussi une condition indispensable de la préparation révolutionnaire.

## Solidarité de classe avec les travailleurs immigrés !

(suite de la page 1)

TRAVAILLEURS, CAMARADES !

Seule la solidarité de classe cimentée dans la lutte peut permettre d'opposer à la force de la bourgeoisie la force que donne l'union des travailleurs par dessus les catégories et les nationalités. C'est seulement sur le terrain de la lutte directe que la classe ouvrière peut se défendre efficacement aujourd'hui, tout en resserrant ses rangs pour préparer les affrontements inéluctables, plus durs et plus larges encore de demain.

C'est cette voie qu'ont prise en septembre 73 les travailleurs arabes, en répondant aux crimes racistes odieux par la grève générale. C'est le chemin qu'ont voulu prendre aussi les sans-papiers de Montpellier en appelant à la grève et à la solidarité contre les expulsions.

Cette lutte et ces appels se sont heurtés non seulement à la répression impitoyable de l'Etat bourgeois, mais aussi au sabotage des partis soi-disant ouvriers (PCF, PS) et des directions syndicales opportunistes (CGT, CFDT, pour ne pas parler de FO, CFTC). Non seulement ceux-ci n'ont rien fait — eux qui contrôlent des millions d'ouvriers — pour attiser chez tous les prolétaires la haine contre l'Etat et pour organiser la riposte massive qui s'imposait contre l'ennemi commun, mais ils ont osé dénoncer comme « provocateurs » les sans-papiers en lutte et comme « irresponsables » leurs comités de lutte, isolé ceux qui luttent et châtré tout élan de solidarité.

Il n'y a rien à attendre de ces directions politiques et syndicales qui se sont prononcées pour un contrôle et pour un statut spécial (fut-il « démocratique ») de l'immigration, et qui ont trouvé des « aspects positifs » (liaison contrat de travail-autorisation de séjour, obligation du certificat de logement) aux circulaires Fontanet-Marcellin. Ces directions social-chauvines qui sabotent aujourd'hui la lutte des travailleurs immigrés, de même qu'elles se sont faites hier — et continuent à se faire — les complices de l'oppression impérialiste de l'Etat français, sont les mêmes qui trahissent tous les jours les luttes de toutes les catégories de la classe ouvrière au nom de la paix sociale et de l'entente entre les classes. Elles ont renoncé à défendre les intérêts immédiats vitaux des travailleurs, de même qu'elles ont renoncé à lutter pour leur émancipation, et se montrent ainsi les véritables agents de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat.

PROLETAIRES, CAMARADES !

La défense efficace du prolétariat est inséparable du combat contre cette politique criminelle qui paralyse toute lutte et rend les syndicats esclaves de la bourgeoisie et de son Etat.

Contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme, luttons pour l'unité de tous les prolétaires dans un même front de combat !

Dans les usines et dans les quartiers, dans les syndicats comme hors des syndicats, unissons-nous pour imposer :

— l'organisation d'une véritable défense ouvrière pour se protéger de la violence légale et illégale de la bourgeoisie et pouvoir y riposter,

— la solidarité totale contre la répression.

Suppression de toute entrave à l'entrée et à la libre circulation des travailleurs immigrés !

Egalité totale des droits sociaux, syndicaux et politiques !

Dans l'immédiat exigeons :

— l'abrogation de la circulaire Fontanet-Marcellin,

— la régularisation immédiate des sans-papiers.

Non aux expulsions ! Non à la fermeture des frontières !

La lutte unie sur un terrain de classe pour riposter aux attaques de la bourgeoisie est une condition indispensable pour forger la force qui sera demain capable d'en finir avec cette société d'exploitation et d'oppression.

Non à la paix sociale ! Vive la lutte de classe ! Dans la lutte les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes, ils ont un monde à gagner !

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

15 février 1975.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

## Les mains propres

Il n'est pas de meilleure défense qu'une bonne attaque. Pour « justifier » son sabotage ouvert de la lutte des sans-papiers à Montpellier la CFDT n'a pas hésité à consacrer 5 colonnes de *Syndicalisme Hebdo* (n° 1532 du 23-1-1975) à une offensive en règle contre leur comité de soutien, ce prototype des « comités antisyndicaux irresponsables » dénoncés dans l'accord OGT-CFDT de juin 74.

Affirmant que « la lutte à mener doit s'inscrire dans la lutte de classe de l'ensemble des travailleurs », l'organisation défrôquée, qui a découvert la lutte de classe depuis ... 1970, fait la fine bouche devant la « composition sociologique » « hétéroclite » d'un comité qui regroupe depuis « des militants maoïstes » jusqu'à des dominicains, en passant par un professeur de droit, « mais [où] il semble que ce soit principalement le MTA [...] qui joue un rôle moteur ». Et de se plaindre des « pratiques [...] pour le moins équivoques » de ce comité, consistant à empêcher les organisations syndicales « en tant que telles de s'exprimer directement devant les travailleurs » pour oser ensuite s'adresser à elles « quand il a besoin d'un appui logistique pour combler ses défaillances ».

Pour la CFDT, ce ne sont donc pas les syndicats qui ont isolé les travailleurs immigrés et les ont privés de l'indispensable appui de leurs frères de classe, qui seul pourrait permettre de dépasser les faiblesses de la lutte actuelle et de ces comités « hétéroclites » : ce sont les comités qui ont eu le front d'exister et de déclencher une action sans en demander l'autorisation préalable.

Que la lutte des classes s'arrête et que les travailleurs attendent la CFDT. Sans elle, ils ne peuvent que « s'isoler », et bien mériter la répression qui ne manquera pas de s'abattre sur eux. Comme Ponce-Pilate, la CFDT aura la conscience tranquille et les mains propres.

## Surexploitation et chômage

Que le capitalisme ne trouve d'autre solution à son anarchie congénitale que dans une pression accrue sur les travailleurs est une expérience quotidienne. En voici un exemple parmi d'autres. Il a pour cadre une importante usine métallurgique du Nord, Massey Ferguson, qui produit des machines agricoles. Au mois de novembre, les ventes baissant, les cadences sont soudainement réduites sur les chaînes, on passe de 30 à 24 machines par jour ; quelque temps plus tard on réduit le personnel de ces chaînes, la cadence retrouve pour un temps son ancienne norme puisqu'elle

est brusquement augmentée, de 24 à 27 machines par jour.

Le résultat est une augmentation des cadences de 50 % pour les ouvriers restant sur les chaînes, et la menace du chômage pour les autres.

Et ceci sans que le syndicat CGT, qui se targue du plus fort taux de syndicalisation de la région, appelle à la moindre action de résistance contre ces mesures, ni même à la moindre réunion syndicale, sans qu'il fasse rien qui puisse préparer les conditions d'une riposte des travailleurs démoralisés par l'offensive patronale.

# Les manifestations ouvrières de Lisbonne

Des silences de « L'Humanité » au triomphalisme d'« Informations ouvrières »

Une semaine après la manifestation organisée par l'extrême-gauche maoïste, et malgré la décision prise par le Mouvement des Forces Armées d'interdire toute démonstration publique pendant les manœuvres des dix-neuf navires de l'escadre de l'OTAN, vingt mille ouvriers appelés par les commissions ouvrières « sans parti » des principales entreprises de la région de Lisbonne — celles des chantiers navals du Tage en particulier — ont défilé le vendredi 7 février dans les rues de la capitale. L'objet de la manifestation était de protester contre le chômage qui touche actuellement près de 300.000 personnes, et qui se voit aggravé par une série de mesures gouvernementales tel le « service civique » par lequel vingt-huit mille étudiants ont été envoyés à la production. Après le défilé, qui a vu à nouveau les militaires, chargés de protéger les ministères et l'ambassade des Etats-Unis, fraterniser avec les ouvriers aux cris de « A bas l'Impérialisme », « Vive la classe ouvrière » et « soldats et ouvriers sont aussi des exploités », des orateurs ont dénoncé successivement l'Intersyndicale, accusée d'être envahie par le P.C.P. afin d'étouffer les luttes ouvrières, la loi réglementant le droit de grève et la présence des troupes de l'OTAN.

Autorisée à la dernière minute par le MFA, la manifestation avait été unanimement condamnée par les divers partis de la coalition gouvernementale.

La tournure prise par ces manifestations ouvrières est un camouflet pour les partis de la « gauche portugaise » et un sérieux motif d'inquiétude pour le MFA qui, réuni en conseil extraordinaire, a dé-

cidé de créer d'urgence une « commission d'étude des problèmes qui se posent au sein de l'armée » et d'avancer la date du début de la campagne électorale, avec l'espoir que cette dernière jouera son rôle d'extincteur social. L'Humanité ne s'y est d'ailleurs pas trompée, qui a préféré passer complètement sous silence la manifestation du 7 février consacrant un long article au rôle du P.C.P. dans les campagnes où le parti de Cunhal cherche à éviter les impétueuses réactions des salariés agricoles et les occupations de terre de la petite paysannerie dans de grotesques kermesses électorales.

L'organe du PCF ne peut entendre les cris de colère des ouvriers industriels de Lisbonne : il est trop occupé à défendre le PCP contre les « accusations mensongères » du parti socialiste portugais qui lui reproche de « vouloir conquérir le pouvoir » et de « tricher avec la démocratie » ; trop occupé à réaffirmer avec force et pour la centième fois l'allégeance servile du parti de Cunhal à l'Etat démocratique et au MFA dont le PCP veut « assurer l'application intégrale du programme ». Et le MFA de reconnaître par la bouche de deux de ses membres (Le Monde du 6 février) : « Sans Cunhal, nous n'aurions jamais réussi à mener à bien la tâche que nous avons entreprise ».

Si c'est par leur silence sur ce qui se passe réellement au Portugal que les staliniens du PCF se distinguent, les trotskystes de l'OCI font montre de triomphalisme imbécile et bavard. Pour l'OCI, en effet (Informations ouvrières n° 690), qui s'enorgueillit « seule de toutes les formations politiques » à avoir indiqué que « la révolution

prolétarienne a commencé au Portugal », les prolétaires portugais n'auront guère besoin de détruire l'Etat car... cela est déjà fait : « Cunhal doit faire face, comme Soares, à une révolution qui a démantelé l'Etat bourgeois ». Et si le groupe trotskyste dénonce bien le P.C. et le P.S. ce n'est nullement parce qu'ils sont les piliers de l'Etat actuel car « dans le moment présent, la question est ailleurs. Elle est dans la volonté acharnée des dirigeants du PCP non pas de rompre la coalition gouvernementale PS — PCP — PPD et autres représentants de la bourgeoisie, mais d'une part, de pousser le PS dans les bras du PPD et surtout, d'autre part, en brisant la volonté d'unité des travailleurs et militants du PCP et PS, de sauver la collaboration commune des deux partis avec la bourgeoisie. »

En bref, car bien entendu « le Portugal, c'est la France », le grand reproche fait aux « dirigeants » des partis de gauche est qu'ils combattent « l'aspiration des masses laborieuses au gouvernement du PS et du PCP sans ministres bourgeois... et de tout faire pour interdire la réalisation du front unique ouvrier ».

Après ce tissu d'imbécillités, qui conduisent l'OCI à porter dans les faits sa caution à l'action antiproletarienne du PCP et du PS, il n'y a pas à s'étonner qu'au sujet de la manifestation ouvrière du 31 janvier, Informations ouvrières tombe dans le pacifisme le plus plat en se demandant : « les gauchistes ont-ils exprimé les intérêts des travailleurs en maintenant leur manifestation ? »

L'opportunisme de droite et « de gauche » se complètent bien pour trahir le combat prolétarien portugais.

# La grève des caristes de Renault

La grève des caristes de l'île Seguin n'a pas été un mouvement isolé aux usines Renault : elle est venue après celle des ouvriers des presses du Mans et les conflits divers qui ne manquent pas à Flins, Sandouville ou dans d'autres départements de Billancourt.

Tous ces conflits apportent un cinglant démenti à la politique de démission ouverte de FO et consort qui viennent de signer un accord d'entreprise que même la CGT et la CFDT ont dû refuser.

En dépit de toute la propagande mensongère visant à faire subir passivement aux travailleurs les effets de la crise, les caristes, comme leurs camarades d'autres secteurs, ont revendiqué une augmentation de salaire plus forte pour la catégorie la moins payée, de manière à lutter contre la concurrence attisée par le patron : ils ont demandé de passer du statut de P1A (les 70 % des caristes sont actuellement à l'indice 170 maxi, et 30 % à l'indice 170 moyen, la différence entre les deux échelons étant de 0,30 F) au statut de P1, en étant tous payés à l'indice 180 maxi. Et ils ont, pour appuyer leur revendication, utilisé la seule arme possible, la grève.

La direction a réagi, comme d'habitude en ayant recours au lock-out pour tenter d'opposer aux grévistes les autres travailleurs, et en sachant bien que les syndicats n'étaient pas pressés d'organiser l'indispensable riposte collective. Comme d'habitude, ces derniers, au lieu d'entraîner l'ensemble des ouvriers dans la lutte commune sur les revendications communes (selon l'Humanité du 17-2, il reste 55.000 OS « qui se trouvent divisés par des échelons et des salaires différents, alors qu'ils font le même travail », sans parler de la question des salaires durement amputés par les réductions d'horaire), se sont précipités pour s'entremettre et chercher d'emblée un moyen terme entre la position des caristes et celle de la direction : alors

que la direction proposait le 170 maxi pour tous les moyens et 0,18 Francs de prime d'attente pour tous les maxi, les syndicats ont proposé 0,18 F pour tous afin de « régler le problème », comme le dit un tract de la CGT du 14/2 ; et ils ont enfin présenté l'accord final « donnant » 170 maxi et une prime de 0,13 F à tous, comme un succès du principe « à travail égal, salaire égal », en taisant l'écart avec la revendication salariale initiale, et en « oubliant » qu'une minorité d'ouvriers ont tenté de prolonger la grève, malgré l'appel à la reprise.

Quant aux ouvriers mis en chômage technique, et qui lundi se sont mis en grève pour protester contre le paiement insuffisant des jours de lock-out, ils devront se contenter de la promesse de... poursuivre la Régie en justice pour « lock-out illégal ».

Le Monde des 16-17/2 ne se trompait pas en affirmant que « la CGT, qui avait su, dès le début du mouvement, freiner l'ardeur de la base, apparaît en fin de compte comme un élément modérateur ».

Cette « modération » est justifiée par l'opportunisme par le fait que la conjoncture n'est pas favorable à la grève, mais il faut dire que pour ceux qui recherchent la paix sociale, la conjoncture n'est jamais favorable à la grève et aux ouvriers. Et si l'on regarde cette « conjoncture » de près, on s'aperçoit que les ouvriers de Renault se sont lancés dans le mouvement avec un instinct sûr : la grève-bouchon des caristes, écrit Le Monde du 18/2, « risquait de paralyser la production des deux voitures actuellement les mieux vendues : R4 et R5 ».

Pour les larbins, il ne s'agit pas d'organiser la lutte de classe inévitable et indispensable contre le capital, mais de « régler des problèmes ». Et ils le font à Renault non tant avec la resignation d'un valet contraint par le maître à une tâche ingrate, mais avec la disponibilité, pourrait-on dire, que donne

à l'opportunisme le statut d'entreprise nationalisée qui lui est cher et qui est objet de leurs rêveries démocratico-participationnistes teintées de « socialisme à la française ».

Une telle politique de capitulation « règle » peut-être momentanément les problèmes du patron, mais certainement pas ceux des ouvriers dont la défense des conditions de vie et de lutte exige une politique syndicale radicalement différente.

LISEZ

**IL PROGRAMMA  
COMUNISTA  
JOURNAL BIMENSUEL**

# Salut aux prolétaires du Nigéria !

Depuis le début du mois de janvier, une vague de grèves a déferlé sur le Nigéria touchant tous les secteurs de l'activité économique, notamment les hôpitaux, les docks, les chemins de fer et le bâtiment. D'abord limitées aux services publics, les grèves se sont étendues à la fin du mois au secteur privé avec l'entrée en lutte des employés de banque et des salariés travaillant dans les innombrables succursales de la compagnie anglaise U.A.C. (United African Company).

Après deux années de blocage des salaires, les grévistes réclament une hausse de ceux-ci de trente pour cent, identique à celle qui a été obtenue récemment, au terme de grèves sporadiques, par les fonctionnaires des services publics.

Alheji Kam Salem, chef de la police, a adressé le 25 janvier à

Lagos une dure mise en garde aux syndicats, affirmant qu'il ne pouvait accepter longtemps la violation du décret gouvernemental qui interdit les grèves : « La police ne peut accepter, a-t-il déclaré, que les lois de ce pays soient bravées impunément ». Le général Gowon a de son côté, stigmatisé violemment « les grévistes qui perturbent gravement la vie du pays ». « Les grèves, a-t-il dit, sont la conséquence d'un plan délibéré destiné à entraver le progrès économique et à paralyser l'autorité de l'Etat ». Un nouveau cabinet fédéral, dominé par les militaires, a été constitué pour affronter avec la célérité et l'autorité nécessaires, l'agitation en cours.

La confédération générale des syndicats — dont sept dirigeants viennent d'être emprisonnés — a réagi en réclamant impérative-

ment du gouvernement qu'il donne des instructions à la police et à l'armée pour qu'elles s'abstiennent de toute intervention dans le domaine social. Elle a lancé de plus un ultimatum aux entreprises du secteur privé, pour qu'elles alignent avant trois semaines les hausses de salaires sur celles des fonctionnaires.

Bel exemple de détermination donné par le jeune prolétariat de l'Etat le plus peuplé d'Afrique, qui a entrepris depuis la fin de la guerre du Biafra un effort d'industrialisation, favorisé par ses importantes ressources minières et agricoles, aux directions syndicales ultra-pacifistes et conciliatrices d'occident, qui de la lutte des classes ont oublié jusqu'au souvenir, même si elles en usent encore parfois la phrase.

# Une intervention du Parti

PROLETAIRES ! CAMARADES !

La bourgeoisie a toujours prétendu que les progrès de la production devaient permettre l'amélioration de votre sort, alors que celle-ci ne dépend que de votre force et de votre lutte. Que vous deviez accepter le terrain du « dialogue » entre « partenaires sociaux » et abandonner le combat décidé et l'arme résolue de la grève, alors qu'elle est le moyen de votre défense collective. Mais les faits sont têtus ! Voilà l'inflation galopante qui ronge les salaires déjà bien maigres. Voilà la restructuration des entreprises et la récession économique qui gonflent l'armée permanente des travailleurs jetés sur le pavé. Après des années de promesses non tenues sur le retour aux 40 heures, il n'y a que le chômage pour les uns et la surexploitation pour les autres.

Et la bourgeoisie qui hier vous demandait de renvoyer « à plus tard » la satisfaction de vos exigences les plus pressantes pour « reconstruire la Patrie » et pour « défendre l'économie nationale », vous demande aujourd'hui d'en faire autant pour ne pas compromettre ces résultats !

La dure réalité du capitalisme est là pour montrer que les travailleurs ne peuvent se défendre que par la guerre contre le capital, et que leur force ne dépend que de leur union combattante contre la bourgeoisie !

PROLETAIRES ! CAMARADES !

Loi d'organiser votre riposte de classe, les directions syndicales, qui hier vous appelaient à « retrousser vos manches », lient comme la bourgeoisie la lutte contre le chômage à la « bonne marche de l'économie ». Elles demandent « un droit de regard » sur les licenciements, au lieu d'appeler les ouvriers à la lutte décidée pour les combattre. Elles « exigent » 1.500 F pour le SMIC et 1.200 F pour les retraités, alors que c'est dérisoire devant les exigences matérielles minimum des ouvriers. Elles font de la grève « l'arme ultime », alors que c'est la méthode élémentaire de lutte. Et elles détournent votre énergie potentielle dans la voie stérile où elle ne sert qu'à « faire pression » pour que les bureaucrates syndicaux puissent retourner chauffer leurs fesses dans les commissions paritaires, ce terrain favori de la capitulation opportuniste.

Devant les résultats catastrophiques de leur politique permanente de collaboration de classe qui retombe sur vous, les dirigeants syndicaux et les partis réformistes (PCF en tête) font semblant de « s'agiter » tout en perpétuant leur politique de totale soumission aux exigences de la bourgeoisie.

TRAVAILLEURS ! CAMARADES !

La classe ouvrière ne peut se défendre qu'en rompant radicalement avec les principes, les objectifs et les méthodes des directions syndicales et politiques réformistes.

Elle ne peut tenir compte que de ses propres exigences matérielles réelles

— PAS DE SALAIRES INFÉRIEURS A 1.800 F !

— NON AUX LICENCIEMENTS !

— SALAIRE INTEGRAL AUX CHOMEURS ET RETRAITES !

— SEMAINE DE 35 HEURES SANS PERTE DE SALAIRE !

La lutte ne peut se placer que sur le terrain de l'action directe, de la grève sans préavis, illimitée, la plus étendue possible ; elle exige l'extension de la solidarité de classe entre travailleurs chômeurs et non-chômeurs, par dessus les entreprises et les catégories.

LES TRAVAILLEURS CHOMEURS ET NON CHOMEURS FONT PARTIE D'UNE SEULE ET MEME CLASSE OUVRIERE !

LES CHOMEURS DOIVENT PARTICIPER A L'ACTION SYNDICALE, AUX ASSEMBLEES OUVRIERES, AUX GREVES !

Reforger la solidarité et la force collective de la classe exige une lutte dure et opiniâtre contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme syndical et politique, aussi bien à l'intérieur des syndicats que hors des syndicats. Cela nécessite la défense la plus décidée des conditions de vie et de lutte des travailleurs. C'est indispensable non seulement pour lutter contre les effets chaque fois plus pesants de l'exploitation capitaliste, mais aussi pour préparer les conditions du combat pour détruire le pouvoir de la bourgeoisie et le capitalisme lui-même.

POUR LA LUTTE DE CLASSE !

POUR L'UNITE COMBATTANTE DES TRAVAILLEURS !

Parti Communiste International.  
Angers, le 1<sup>er</sup> février 1975.

## Cours de l'impérialisme mondial

# Surproduction, chômage généralisé, baisse du niveau de vie : le monde capitaliste s'enfonce une nouvelle fois dans la crise

Dans tous les pays capitalistes occidentaux, et surtout les plus développés, l'année 1975 est une année de crise économique d'une ampleur et d'une profondeur inconnues depuis la fin du second conflit impérialiste. Non que le capitalisme ait réussi pendant 30 ans à faire disparaître ses contradictions, comme se plaisaient à le faire croire les idéologues bourgeois. Mais les destructions massives de capital opérées par le second conflit mondial avaient déblayé le marché mondial des surplus de capital en anéantissant les deux principaux concurrents des vieux impérialismes anglo-saxons et français et de leur allié russe, l'Allemagne et le Japon, et donné une nouvelle jeunesse au capitalisme en ouvrant la voie à une phase de reconstruction et d'accumulation massive. Cette phase s'est achevée avec la fin des années soixante. Le cycle économique capitaliste constitué par l'alternance des phases d'activité moyenne, de fièvre productive, de surproduction, de crise et de stagnation, qui avait été atténué dans la « prospérité » de la reconstruction et jusque là décalé de pays à pays, a commencé à s'unifier par l'intermédiaire du marché mondial après que les barrières au libre-échange et à la convertibilité des monnaies instaurées dans l'après-guerre aient été levées. Simultanément, la tendance à la baisse des taux de profit re-

commençait à se faire sentir et à aiguillonner le capital. Les années 1970-1971 ont vu la première manifestation sensible du cycle capitaliste à l'échelle mondiale (avec encore un léger décalage chronologique de pays à pays) : ralentissement de la croissance ou baisse de la production dans tous les grands pays capitalistes occidentaux, contraction du commerce mondial, augmentation du chômage, guerre commerciale et monétaire (marquée notamment par la première dévaluation du dollar) (1). Le creux de la vague passé, les affaires ont « repris » : la production et le commerce mondial ont connu une expansion sans précédent qui a culminé en 1973, les profits ont fait un bond, la fièvre spéculative s'est emparée de tous les secteurs de l'économie, les prix, et notamment ceux des matières premières, ont accéléré leur hausse devant l'accroissement de la demande. Mais les accès de fièvre productive du capitalisme ne peuvent mener qu'à l'encombrement des marchés, à la surproduction de capital et de marchandises, aux licenciements, en un mot à la crise, dans laquelle le capitalisme s'enfonce aujourd'hui une fois de plus. Chute de la production, montée en flèche du chômage, hausse galopante du coût de la vie et baisse du niveau de vie de la classe ouvrière : voilà les « lendemains qui chantent » du capitalisme.

décembre 1974, la production d'acier a baissé de 13,6 % par rapport à l'année précédente aux Etats-Unis, de 8,6 % au Japon, de 7,1 % en Grande-Bretagne (*Financial Times*, 22-1-75); en janvier 1975, de 9,5 % en France, de 5 % en Allemagne (*Figaro*, 10-2-75). Quant aux commandes de machines-outils, elles ont respectivement baissé en un an de 66 % aux Etats-Unis et de 34 % au Japon! (*FT*, 22 et 29-1-75). Enfin les prix des matières premières industrielles sont également en net recul en raison de la chute de la demande des industries consommatrices : - 33,6 % en un an pour l'indice général exprimé en dollars, - 31,7 % pour les métaux (*The Economist*, 8-2-75).

Pour 1975, les experts bourgeois prévoient explicitement un approfondissement de la crise, déjà annoncé par les chiffres précédemment cités : aux Etats-Unis, Ford annonçait officiellement dans son récent message au Congrès une nouvelle baisse du PNB de 3,3 % en 1975, cependant que la *First National City Bank* (groupe Rockefeller) prévoyait qu'il n'y aurait pas de reprise avant 1976 (*FT*, 14-1-75). En Grande-Bretagne, on prévoit au moins 2 % de baisse du PNB (*FT*, 21-12-74); au Japon, la production devrait continuer à baisser au moins pendant le premier trimestre 1975; en Italie, les experts « les plus optimistes » prévoient une chute de la production industrielle de ... 20 % pour le premier trimestre 1975 (*FT*, 31-1-75).

En Allemagne, le président de la *Westdeutsche Landesbank* prévoit que la stagnation pourrait bien durer jusqu'à la seconde moitié de 1976 (*FT*, 14-2-75).

raires. Si les experts bourgeois affectent de se disputer sur le nombre effectif de chômeurs, en revanche ils sont tous d'accord pour prévoir que l'augmentation du chômage doit se poursuivre en 1975. L'OCDE prévoyait dans son dernier rapport 4 millions de chômeurs supplémentaires dans les pays membres, tandis que diverses estimations par pays prévoient les chiffres suivants :

**Etats-Unis** : d'après les prévisions officielles (message de Ford au Congrès), il devait y avoir :  
- 8,1 % de la force de travail, soit 7.400.000 chômeurs en 1975 (chiffre déjà dépassé 15 jours après sa publication par les statistiques officielles!) ;  
- 7,9 %, soit 7.200.000 chômeurs en 1976 ;  
- 7,5 %, soit 6.800.000 chômeurs en 1977.

Encore ces prévisions, comme celles concernant la production, sont-elles jugées « insuffisamment pes-

simistes » par des experts bourgeois (*The Economist*, 15-2-75).

**Grande-Bretagne** : diverses études prévoient :  
- 950.000 chômeurs en 1975 (estimation NIESR, *FT* 31-12-74) ;  
- 1.250.000 chômeurs en mars 1976 (*FT*, 3-2-75).

**France** : 1.000.000 de chômeurs sont prévus pour 1975 (*L'Expansion*, janvier 1975).

**Italie** : on prévoit 1.300.000 chômeurs en 1975 (*The Economist*, 15-2-75). Ce chiffre est certainement à augmenter de 3 ou 400.000 unités puisqu'il y avait déjà 1.200.000 chômeurs en décembre (voir tableau 3).

Les prévisions américaines et britanniques montrent que même s'il y a reprise de la production en 1976, le chômage doit durer, car le capital profite de la crise pour se concentrer, se restructurer, réorganiser les unités moins productives, accroître la productivité en licenciant et en « dégraissant » les entreprises.

TABLEAU 3. CHOMAGE

	Nombre de chômeurs			Augmentation en un an (%)
	Novembre 1974	Décembre 1974	Janvier 1975	
Etats-Unis	5.975.000	6.600.000	7.530.000	+ 59 %
Grande-Bretagne	640.000	non publié	742.000	+ 30 %
Japon			750.000	
Allemagne	799.000	945.900	1.154.300	+ 86 %
France	690.000	723.000	765.000	+ 60 %
Italie		1.222.000		

Sources : OCDE, Principaux indicateurs économiques, et statistiques nationales publiées dans la presse. Le chiffre donné pour l'Italie ne correspond pas à la statistique « officielle » mais à la déclaration d'un ministre reprise par le *Financial Times* du 31-1-75.

## Baisse de la production

TABLEAU 1. TAUX DE CROISSANCE POUR LES ANNEES 1973 et 1974 (EN % PAR RAPPORT A L'ANNEE PRECEDENTE)

	PNB en volume		Production d'automobiles		Production d'acier	
	1973	1974	1973	1974	1973	1974
Etats-Unis	+ 5,9	- 2,2	+ 9,5	- 25	+ 12,9	- 3,3
Grande-Bretagne	+ 5,7	- 0,5	- 10,3	- 12	+ 5,2	- 15,9
Japon	+ 10,5	- 3,2	+ 8,6	- 18	+ 23,1	- 1,8
Allemagne	+ 5,3	+ 0,4	+ 3,7	- 23	+ 13,3	+ 7,6
France	+ 6,0	+ 4,7	+ 7,0	- 5	+ 5,0	+ 6,8
Italie	+ 6,4	+ 3,9	+ 5,3	- 8,3	+ 4,8	- 13,7

Sources : Produit National Brut : pour 1973, OCDE, Principaux indicateurs économiques ; pour 1974 : statistiques nationales officielles ou estimations de l'OCDE, décembre 1974 (pour la Grande-Bretagne, le Japon et la France) ; production d'automobiles : ONU, Bulletin mensuel de statistiques et *Financial Times*, 13-1-75 ; production d'acier : ONU, Bulletin mensuel de statistiques et *Financial Times*, 27-1-75.

Après le boom économique qui a culminé milieu 1973, le taux de croissance de la production industrielle a baissé progressivement dans tous les grands pays occidentaux. La crise a commencé à se manifester dès la seconde moitié de 1974, en frappant les deux plus puissantes économies occidentales, les Etats-Unis et le Japon, dont le Produit National Brut a diminué sensiblement, ainsi que la Grande-Bretagne. Des branches industrielles très importantes comme l'automobile et la construction ont été touchées sévèrement dès 1974. A la fin de la même année, l'indice global de la production industrielle est en forte régression dans tous les pays capitalistes occidentaux développés, et cette régression s'accroît, comme en témoignent les chiffres du tableau 2.

La surproduction de marchandises et la mévente se manifestent maintenant dans d'autres secteurs que celui de l'automobile, où pour écouler leurs stocks les fabricants n'ont d'autre ressource que de ... baisser les prix (en proposant des rabais déguisés ou non) : aux Etats-Unis les grands constructeurs proposent déjà des remises de 200 à 500 dollars sur leurs modèles, et dans plusieurs branches déjà « les firmes se livrent à une

véritable guerre des prix pour se débarrasser des stocks alors que la demande se dérobe » (*Le Monde*, 9-2-75).

Confirmant la théorie marxiste, la chute de la production est plus forte dans la sphère produisant des biens de production ou secteur I ; ainsi la production mondiale d'acier, qui était encore en plein essor au début de 1974, a subi au cours de l'année un brutal retournement de conjoncture et connaît début 1975 une crise « d'une violence que les industriels ne se souviennent plus d'avoir observée depuis longtemps » (*Le Monde*, 6-2-75). Selon l'Institut International du Fer et de l'Acier, les commandes d'acier du dernier trimestre 1974 étaient partout en baisse de 30 à 40 % sur la même période de l'année précédente ; en

## Montée en flèche du chômage

Avec la surproduction, la mévente et la baisse de la production, le capital se débarrasse de la force de travail devenue superflue : le chômage monte partout en flèche comme le montrent les chiffres du tableau 3. Rien qu'entre décembre et janvier aux Etats-Unis, le nombre de chômeurs a augmenté de 900.000 personnes, atteignant 8,2 % de la population active. Il dépasse maintenant le million en Allemagne et en Italie, atteint les trois-quarts de million en Grande-Bretagne et en France.

A ces chiffres, qui sont les chiffres officiels de la bourgeoisie, il faut ajouter tous les chômeurs non-inscrits comme les jeunes qui arrivent sur le marché du travail, ou une partie de la main-d'œuvre féminine occasionnelle congédiée aux premiers signes de crise, les travailleurs immigrés non inscrits ou renvoyés en masse dans leur pays par des mesures officielles et des campagnes d'intimidation, les chômeurs partiels (selon les estimations officielles, 3.800.000 aux Etats-Unis, 900.000 en Allemagne, 500.000 en France), les jours chômés et les réductions d'ho-

TABLEAU 2. VARIATION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE PAR RAPPORT AU MEME MOIS DE L'ANNEE PRECEDENTE (EN %)

	Octobre 1974	Novembre 1974	Décembre 1974
	Etats-Unis	- 1,7	- 4,3
Grande-Bretagne	- 2,0	- 2,7	- 2,1
Japon	- 9,7	- 13,4	- 13,8
Allemagne	- 4,4	- 3,5	
France		- 3,2	
Italie	- 3,2	- 11,9	- 9,0

Sources : OCDE, Principaux indicateurs économiques, et statistiques nationales publiées dans la presse.

## Inflation et offensive du capital contre les travailleurs

La hausse galopante des prix à la consommation s'est poursuivie en 1974 : en décembre, elle atteignait le rythme annuel de 13,7 % aux Etats-Unis, 21,9 % au Japon, 14,9 % en France, 6,9 % en Allemagne, 25,3 % en Italie, 19,1 % en Grande-Bretagne. L'inflation et les « plans anti-inflation » visant à freiner les hausses de salaires, ainsi que la pression exercée par l'accroissement brutal du chômage, permettent à la bourgeoisie de faire baisser les salaires réels, d'accroître le taux d'exploitation et de reconstituer les taux de profit.

Aux Etats-Unis, le résultat est déjà une baisse du niveau de vie reconnue par les statistiques officielles : entre octobre 1973 et octobre 1974, l'indice du salaire réel est passé de 109,5 à 106,6, soit une baisse de 2,6 % en un an ; comme dans le même temps les horaires de travail ont diminué, l'indice officiel du revenu disponible d'un travailleur avec trois personnes à charge a diminué pour la même période de 4,8 % (chiffres du *Survey of Current Business*, novembre 1974).

En Grande-Bretagne, la combativité de la classe ouvrière pour défendre ses intérêts immédiats est telle que malgré tous les efforts des dirigeants syndicaux pourris du TUC et du gouvernement travailliste, le capital n'a pas réussi en 1974 à obtenir une baisse généralisée des salaires réels. Du moins ne fait-il pas mystère de ses intentions : « Notre idée, déclarait récemment le porte-parole du patronat britannique, est un plafonnement général des salaires qui serait basé sur le taux d'inflation courant, diminué d'un certain montant ». Le *Financial Times*, qui reproduisait cette limpide déclaration, commentait : « Le patronat a manifestement été encouragé par la déclaration de M. Healey [le mi-

nistre travailliste des finances] qui a déclaré qu'il valait bien mieux que les gens aient du travail même si cela signifiait accepter des salaires en moyenne plus bas » (*FT*, 16-1-75). Les prévisions officielles font état pour 1975 d'une baisse du revenu personnel réel de 3,8 %.

En Allemagne, les prévisions officielles du gouvernement « socialiste » sont tout aussi claires : pour « encourager l'investissement », les profits des sociétés devront croître en 1975 de 8 à 10 %, alors que la croissance des salaires nominaux devra être limitée à 5 à 6 %, et que le taux officiel de hausse des prix devra être de 6 % (*FT*, 30-1-75).

Au Japon, selon les calculs des syndicats, le revenu réel des ouvriers et employés a baissé en 1974 (- 6 % rien qu'au mois d'octobre) ; selon *Le Figaro* du 15-2-75, « le Keidanren [patronat] et la Fédération des employeurs paraissent décidés à la plus grande fermeté, et c'est sans doute la raison pour laquelle ces mêmes milieux parlent avec une insistance nouvelle de la nécessité d'une politique des revenus qui, dans leur esprit, ne serait qu'un blocage des salaires à peine déguisé ».

En France... il faut reconnaître que pour le moment la bourgeoisie n'a même pas ce souci, les syndicats se chargeant eux-mêmes de « modérer » les revendications des travailleurs en faisant semblant de négocier très sérieusement des 2 % ou 3 % dérisoires, et de garantir la paix sociale.

\* Avec son cortège d'insécurité, de chômage et de misère pour les prolétaires, la crise fait voler en éclats les illusions et les mensonges de la « prospérité » capitaliste, du « développement harmonieux », du « produire d'abord pour partager » (suite page 6)

(1) Voir « Cours de l'impérialisme mondial », *Programme Communiste* n° 61 et 64.

# L'accouchement de l'Ethiopie

Depuis la dernière fois que nous en avons parlé (cf. « Les militaires éthiopiens et les revendications démocratiques bourgeoises », dans le *Proletaire* n° 180) des événements importants ont eu lieu en Ethiopie. Après l'exécution de 60 personnalités de l'ancien régime — dont Amon Andom, le chef de ce que l'on avait appelé la « révolution

tranquille » — la lutte contre le mouvement de libération de l'Erythrée a repris et le nouveau pouvoir a fait son « choix socialiste ». Ce programme qui a été qualifié de « nationaliste et socialiste » (rapprochement qui est pour le moins... suspect), sera étudié plus loin.

## La « révolution culturelle » éthiopienne

Ce que nous disions sur la révolution bourgeoise « par en haut » en Ethiopie — révolution incomplète, qui n'est pas poussée à fond et se dilue dans le temps, sans intervention active des classes sociales — reste vrai en dépit des « excès » dénoncés par l'opinion publique. On peut même dire que ce qui s'est passé depuis a constitué un renforcement de cette tendance, par opposition à la révolution bourgeoise « par en bas » dont les inconnues, qui tiennent à la mobilisation de masses affamées et opprimées depuis des siècles, effraient naturellement des militaires, même « éclairés ».

Le « radicalisme » du conseil militaire provisoire (CMP) et du « Deurg » (son comité exécutif) a agi essentiellement en fonction de deux objectifs, l'un nationaliste pour contrôler le mouvement séparatiste érythréen, l'autre social en direction des paysans, des intellectuels et des étudiants. Si le premier objectif est loin d'avoir été atteint, en revanche l'espèce de « révolution culturelle » qui a été lancée semble avoir réussi. Après la proclamation du « choix socialiste » (20 déc. 1974) le mouvement des étudiants, d'abord méfiant à l'égard des militaires, et la confédération syndicale (CELU) — qui en vérité s'était complètement « écrasée » après la faible tentative de grève pour libérer trois de ses dirigeants — sont tombés entièrement à la merci du pouvoir. Les étudiants ont obéi à la de-

mande des militaires et ont constitué, avec les professeurs, une armée d'alphabétisation dans les campagnes : 60.000 d'entre eux sont déjà mobilisés dans ce but.

En plus de l'appui des milieux intellectuels et du syndicat (qui le 3 janvier a exprimé son « soutien total au conseil militaire provisoire pour la réalisation des objectifs socialistes de la révolution éthiopienne ») le pouvoir, semble-t-il, bénéficie aussi de celui de l'Eglise : le chef de l'Eglise orthodoxe est apparu en public aux côtés des militaires du Deurg, ce qui n'a rien d'étonnant puisque, comme dit *Le Monde* du 27 déc. 1974, ceux-ci « se sont bien gardés d'attaquer de front la foi ». La conclusion du même article est donc parfaitement logique : en dépit des « excès sanglants » du mois de novembre, le mouvement continue selon sa « logique », avec un risque toutefois : les inévitables « tentations dictatoriales » d'une « avant-garde coupée du reste du pays » (« l'isolement de cette poignée de « radicaux » est tel que, le 21 décembre, plusieurs ministres civils ont appris avec stupeur que l'Ethiopie avait choisi le socialisme. Par la radio... »). Naturellement des dangers de ce genre sont peu de chose par rapport à ceux que comporte une révolution même bourgeoise, mais conduite par des « radicaux » véritables, c'est-à-dire liés aux couches paysannes et petites-bourgeoises, et aux masses prolétariées.

## Le « socialisme spécifiquement éthiopien »

Dans les dix points de la déclaration « socialiste » du conseil militaire, pas un n'est consacré à la lutte contre l'influence idéologique de l'Eglise. C'est là sans doute un des axes de la « philosophie » résumée par la formule *Ethiopia Tikdem* (Ethiopie d'abord). Voyons les autres : « L'Ethiopie doit rester un pays uni, sans aucune différence ethnique, religieuse, linguistique ou culturelle »

(point n° 1 qui ferme donc complètement la porte aux mouvements érythréens) ; « la famille, base fondamentale de la société éthiopienne, sera protégée de toutes les influences, vices et tares venus de l'étranger (comme on le sait partout les vices et les tares proviennent de l'étranger...) Conclusion ? « un grand parti politique, animé par la philosophie révolutionnaire d'« Ethiopia Tikdem »

sera constitué sur une base nationaliste et socialiste » (point n° 5).

Tout cela montre à l'évidence non seulement en quoi consiste le socialisme éthiopien mais quelles sont les limites bourgeoises — liées au caractère purement juridique, détaché du mouvement social — du mouvement représenté par le conseil militaire provisoire. Le programme ne comprend en réalité rien que des mesures que tous les pays désireux de réaliser une indépendance partielle à l'égard de l'étranger ont dû prendre : nationalisation du capital financier après indemnisation (il faut noter à propos de ces nationalisations que dans tous ces pays les banques et les compagnies d'assurances appartiennent pour l'essentiel à des pays étrangers et donc, en l'absence d'un important capital privé local la nationalisation est la seule issue) ; gestion des entreprises industrielles — sauf les entreprises « d'utilité publique » — par l'Etat (et ici on peut faire les mêmes considérations).

La seule véritable « réforme », et ce n'est pas un hasard, est celle de l'armée. Celle-ci a été largement épurée : sur les 60 généraux qu'elle comptait en mars 1973, il en reste 5, et ce sont maintenant les sous-officiers qui ont la prépondérance.

Dans la déclaration de principes des militaires éthiopiens il y a un point qui mérite une attention particulière : c'est le point n° 4 (évidemment « socialiste »), qui précise que « chaque administration régionale, chaque village, devra gérer ses propres ressources et se suffire à lui-même ». Naturellement certains ont vu là le résultat d'un conseil des... Chinois. Ce qui est sûr, c'est qu'au point n° 6 on prétend que « toute l'économie sera entre les mains de l'Etat » !

Quant à la politique étrangère « elle sera, pour l'essentiel, maintenue » (souligné par nous) et ce qui est souhaité c'est une « communauté économique, culturelle et sociale avec le Kenya, la Somalie et le Soudan » (point n° 2).

## Le mur de la question agraire

Sur la question de la terre, qui est le véritable problème économique du pays, la déclaration se contente de dire que « le droit de propriété terrienne sera accordé uniquement à ceux qui travaillent la terre » (point n° 7), ce qui peut être interprété comme une abolition du *latifundium* mais pas nécessairement comme une profonde réforme agraire. On a dit justement que la réforme agraire est l'écueil contre lequel risque de se briser la « campagne idéologique de 1975 » : « depuis maintenant une dizaine de mois, les 25 millions de paysans d'Ethiopie vivent de l'espoir de cette réforme » (*Le Monde* du 28 déc. 1974). Mais comment satisfaire cet espoir ? Il est difficile de résoudre pareil problème dans le cadre de cette « philosophie Ethiopia Tikdem » qui est celle de la concorde nationale, et qui n'exclut que les seuls latifundistes et les fonctionnaires corrompus : l'Eglise, à laquelle on n'ose pas « s'attaquer de front », est

elle aussi une grande propriétaire terrienne. A ce stade une lutte réelle contre le féodalisme représenté par le pouvoir économique et social de l'Eglise est évidemment la condition indispensable d'un progrès réel de la révolution en Ethiopie, mais il est vraisemblable que les militaires ne franchiront pas le pas et qu'ils suivront le « schéma » des nombreuses transformations bourgeoises « par en haut » qui ont eu lieu ces dernières années, qu'il s'agisse de celle qu'a menée Nasser ou de celles qu'ont connues la Somalie, le Yémen, la Libye ou, en Asie, l'Iran (et on ne peut que constater à ce propos que même la révolution algérienne — qui, de toutes, est celle qui est allée le plus loin — n'a pas touché à l'islamisme). Une réforme agraire profonde en faveur des paysans et des paysans sans terre qui est la condition d'un changement radical dans les structures du pays paraît donc peu probable.

## L'Erythrée

L'autre problème contre lequel les militaires éthiopiens sont en train de buter, c'est l'Erythrée où depuis 1962, date à laquelle cette province a été rattachée à l'empire éthiopien, le FLE (Front de libération de l'Erythrée) mène une lutte armée, hier contre l'empereur, aujourd'hui contre les militaires qui l'ont détrôné.

Depuis le début du mois de février les combats font rage à Asmara, la capitale, alors que tout le reste du pays est déjà pratiquement sous le contrôle du FLE auquel s'est joint récemment le FPPE (Front populaire de libération de l'Erythrée).

La sécession de l'Erythrée — la partie la plus industrialisée de toute l'Ethiopie — serait une lourde perte pour Addis-Abeba. Le point n° 1 de la déclaration « socialiste » déjà citée prévoyait que l'Ethiopie devait rester « un pays uni ». Les partisans d'une solution négociée — tels Andom — ont été écartés du pouvoir. En ré-

ponse le FLE qui est appuyé par certains pays arabes avait déclaré qu'il allait passer de la « guérilla à la guerre ». Avec les combats d'Asmara, c'est maintenant chose faite.

Faute d'avoir rompu dans sa colonie avec les méthodes honnies de l'ancien régime, faute d'avoir renié l'exploitation et l'oppression qu'elle y perpète au contraire, la révolution éthiopienne n'a pas seulement dressé contre elle l'Erythrée en armes ; elle précipite le peuple érythréen opprimé, mais auquel les conditions historiques et géographiques ne semblent pas promettre une destinée propre, dans les bras des puissances que le nationalisme éthiopien prétendait chasser ; elle permet aussi aux féodaux en révolte de trouver des points d'appui contre elle.

C'est la rançon d'une révolution par en haut, qui n'ose donc pas rompre complètement avec le passé.

## La crise capitaliste

(suite de la page 5)

ensuite », puisque dans tous les pays la bourgeoisie ne parle plus que de partager... les sacrifices. Partager les sacrifices, cela signifie faire baisser les salaires réels des ouvriers pour rétablir les profits du capital ; cela signifie licencier à tour de bras et augmenter l'intensité du travail pour améliorer la productivité et la sacro-sainte compétitivité des marchandises ; cela signifie demander aux prolétaires de chaque pays de se serrer la ceinture pour permettre à leurs exploités de voler des marchés aux concurrents et de réduire au chômage davantage de prolétaires dans les autres pays — tout cela avec l'aide des laquais réformistes de la bourgeoisie, qui exhortent partout les exploités à se montrer « raisonnables » et « responsables », et cherchent à les plier aux exigences du soi-disant « intérêt national » qui les oppose à leurs frères de classe des autres pays dans une guerre économique dont les uns et les autres ne peuvent être que les victimes.

Mais aucune nation capitaliste ne peut espérer « s'en sortir » au détriment des autres, puisque tout en étant concurrentes elles sont liées les unes aux autres par leurs échanges commerciaux. La crise n'est pas « nationale », elle n'est pas limitée aux frontières d'un Etat : elle est générale et frappe tous les Etats intégrés dans le marché mondial, non seulement les pays capitalistes occidentaux développés, mais aussi par contre coup les pays plus faibles et moins développés — les pays du bloc capitaliste oriental n'étant relativement épargnés

qu'à cause de leur intégration encore faible dans le marché mondial. Elle n'est pas provoquée par la « mauvaise gestion » ou la « politique erronée » de tels ou tels dirigeants bourgeois, mais par les lois inéluctables du mode de production capitaliste qui s'exercent et s'exerceront avec des effets de plus en plus chaotiques aussi longtemps que subsisteront la production de marchandises, le salariat, la concurrence et l'accumulation capitaliste. Elle démontre une fois de plus que les forces productives engendrées par le capitalisme étouffent dans le cadre du marché mondial et des rapports de production bourgeois, que les grandes métropoles impérialistes étouffent sous leur propre capital et sont économiquement archi-mûres pour l'instauration de la production socialiste débarrassée des rapports marchands et du salariat. C'est uniquement dans cette perspective que, pour reprendre l'expression des petits-bourgeois réformistes, une telle crise « n'est pas inévitable » : pour des marxistes, la seule voie pour « l'éviter » est à mille lieues des panacées des petits-bourgeois qui rêvent de gérer un impossible capitalisme « honnête » et soi-disant débarrassé de ses contradictions par la nationalisation de quelques « féodalités mal-faisantes » : cette voie, c'est la destruction violente de l'Etat bourgeois et l'intervention despotique de la dictature du prolétariat dans l'économie pour détruire et extirper les rapports capitalistes et marchands qui engendrent inéluctablement l'exploitation, la crise et la misère.

## PRESSE INTERNATIONALE

sommario del nr. 3 (6 febbraio 1975) del nostro quindicinale in lingua italiana

### il programma comunista

- « Dittatura proletaria » e « società socialista » nella nuova costituzione cinese
- La vera lotta di difesa ha ancora da iniziare
- Crisi capitalista e politica del PCI. II. Sul ruolo del sindacato.
- Tempi grami per gli USA
- Padre e figli : Il PCI e i « gruppi estremisti »
- In che senso esiste una questione femminile. II. Le posizioni « femministe »
- Fra codismo spontaneista e « maturazione » opportunistica
- Involuzione dei movimenti di liberazione nazionale in tutta l'Africa australe

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

#### Liste n° 1

Aix, 10 ; Piccino pour la presse, 100 ; un ami du communisme, 156 ; J. Paul, 1,50 ; Roger Spa, 54,01 ; Cavaillon novembre, 70 ; R. et R., 90 ; La Ciotat 20 ; Henri, soutien, 30 ; Reims, 16 ; soutien Nantes, 32 ; Carrare, 10 ; Canada, Yves, 435 ; Barbière, 10 ; Paris local 3462, 78 ; Lille, local, 142,50 ; Total : 4.639,79.

## Soutenez la presse du Parti !

Au cours de l'année 1974, le parti a publié deux nouvelles brochures, une en espagnol (*Partido y clase*) et une en allemand (*Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus*), tandis qu'il a assuré la republication de la brochure italienne *Tracclato d'impostazione — I fundamenti del comunismo rivoluzionario*. Parallèlement le parti a publié deux fascicules en italien, *Punti di azione sindacale* et *Solidarietà di classe col proletariato cileño*, un en grec avec une présentation générale de nos thèses et deux suppléments au *Proletaire* pour la Suisse, consacrés l'un à la solidarité avec les travailleurs immigrés, l'autre à la revendication du front unique du prolétariat face au front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme. Enfin les deux brochures en langue portugaise *Teses características: Bases de adesão et Lições das contra-revoluções* ont fait l'objet d'un retraitage.

La revue théorique internationale *Programme Communiste*, contenant désormais des articles en anglais est parue avec 4 numéros, la revue espagnole *El Programa Comunista* avec 3 numéros, tandis qu'ont été publiés 23 numéros à six pages du journal *Il Programma Comunista* et 24 numéros du *Proletaire*. De plus 1974 a vu la naissance du mensuel en langue espagnole *El comunista*.

Il faut ajouter dans le cadre de cette activité multiforme une série importante de tracts distribués à l'échelle internationale par nos sections et des réunions publiques, surtout en Italie et en France.

L'année 1975 exigera des efforts et des initiatives plus vastes encore sur le plan de la propagande comme sur celui de l'agitation et de l'intervention dans les luttes sociales et politiques.

Dans l'immédiat, une brochure française intitulée *Parti et Classe* qui regroupera les textes publiés dans l'ancienne du même nom ainsi que *Le principe démocratique* doit paraître. Elle sera suivie assez rapidement d'une nouvelle brochure anglaise (*Party and Class*) ainsi que d'une nouvelle brochure portugaise (*Os fundamentos do comunismo revolucionario*). Le présent numéro du *Proletaire* paraît, pour la première fois, sur huit pages, et nous espérons pouvoir répéter cet effort au cours de l'année.

Cet effort de publication représente pour le parti un effort financier très important. C'est le devoir élémentaire non seulement de tout militant, mais aussi des sympathisants et des lecteurs, de soutenir par des souscriptions régulières et généreuses une activité qui ne doit pas se ralentir. L'intervention plus régulière, plus complète et plus ramifiée du parti dans tous les aspects et épisodes de la lutte de classe exige un soutien constant, et de ceux qui adhèrent à sa ligne et militent dans ses rangs, et de ceux qui suivent avec sympathie sa difficile bataille quotidienne.

Souscrivez ! Envoyez vos souscriptions par chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre de F. Gambini, au *Proletaire*, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12<sup>e</sup>.

## Sur le fil du temps

# Marxisme et partisanisme

(A propos de la Résistance)

HIER

Au temps de la révolution bourgeoise, les forces d'avant-garde de la classe qui arrivait au pouvoir eurent leur internationalisme. Dans la période d'incendie révolutionnaire de 1848, en particulier, où d'ailleurs la classe ouvrière moderne était déjà bien présente, les insurrections se répercutèrent irrésistiblement de l'une à l'autre des capitales européennes. Les démocrates bourgeois révolutionnaires des différentes nationalités entretenaient des contacts fréquents, se prêtaient un appui militaire efficace, et les systématisations théoriques d'un mouvement européen et mondial de la démocratie bourgeoise ne manquèrent pas. Il suffit de rappeler la « Jeune Europe » de Mazzini, parallèle à la « Jeune Italie », et au large emploi d'une mystique patriotique et nationale.

Un moyen de lutte caractéristique de cette période de conquête du monde par la bourgeoisie fut la conspiration de sociétés secrètes et la participation, au moyen d'expéditions armées de légions de volontaires organisés à l'extérieur et à l'intérieur des frontières nationales, aux luttes qui éclataient dans les divers pays, le plus souvent sous forme de guerres d'indépendance.

Or, fait fondamental, les premiers groupes d'ouvriers et de socialistes qui, il y a un siècle, s'approchaient de la conception marxiste de classe, ont opposé une critique décidée et un type d'organisation et de lutte très différents à cette façon de conduire la lutte révolutionnaire propre à l'époque bourgeoise. Il suffit de relire la note d'Engels sur l'histoire de la Ligue des Communistes. Les communistes de 1848, en pleine période révolutionnaire, étaient bien convaincus que la défaite de la réaction féodale dans les différents pays était de la plus grande importance pour le prolétariat, et d'autre part ils ne désespéraient pas de greffer sur les révolutions de Paris, de Berlin et des autres capitales l'assaut de la classe ouvrière contre la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir. Pourtant, jusque dans leurs circulaires de parti, ils dénonçaient nettement la méthode « légionnaire » et « partisane » des extrémistes démocrates.

« A Paris sévissait alors [mars 1848] la manie des légions révolutionnaires. Italiens, Espagnols, Belges, Hollandais, Polonais, Allemands se groupaient en bandes pour délivrer leurs patries respectives [...]. Comme tous les ouvriers étrangers se trouvaient au lendemain de la révolution non seulement sans travail, mais encore en butte aux tracasseries du public, ces légions avaient beaucoup de succès [...]. Nous primes parti de la façon la plus nette contre cet enfantillage révolutionnaire [...]. Nous fondâmes un club communiste allemand, où nous donnions aux ouvriers le conseil de rester à l'écart de la légion, de rentrer isolément dans leur pays et d'y faire de la propagande en faveur du mouvement » (Engels, *Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes*, Ed. Costes, p. 88).

A la vague de crises et de luttes de 1848 succéda une période de consolidation de l'économie bourgeoise et de pause dans la lutte politique. La réaction féodale se berçait de l'illusion d'avoir vaincu politiquement, mais dans une analyse de 1850, Marx notait que « les bases de la société sont pour le moment d'autant plus solidement établies et bourgeoises que la réaction ignore cette vérité. Devant ce fait s'effondrent toutes les tentatives de la réaction qui s'opposent à l'évolution de la bourgeoisie, comme toutes les indignations morales et les proclamations ailées de la démocratie ». Et Engels notait encore : « Cette froide appréc-

L'article que nous reproduisons ci-dessous a paru en 1949 dans notre organe en langue italienne d'alors, *Battaglia Comunista* (n° 14 du 6 avril) ; à cette époque la classe ouvrière subissait encore l'attrait prépondérant du mouvement partisan, et certaines couches rêvaient même de reprendre les armes pour une nouvelle édition de la Résistance, anti-américaine cette fois — pour ne rien dire de l'illusion toujours renaissante d'une Résistance anticapitaliste en général. L'article démontre que le marxisme a pris position contre cette malheureuse méthode de prêt-bail des prolétaires

pour des causes qui ne sont pas les leurs, et pour tel ou tel Etat belligérant en particulier, lorsque la classe ouvrière avait encore intérêt à combattre « les ennemis de ses ennemis » (c'est-à-dire l'ordre féodal combattu par la bourgeoisie) afin de débarrasser des résidus féodaux et absolutistes l'arène de la lutte de classe ; il montre que cette nette démarcation devient mille fois plus impérative aujourd'hui, en pleine ère impérialiste, après de tragiques expériences au premier rang desquelles il faut compter, surtout, la guerre d'Espagne.

ciation de la situation était considérée par beaucoup de gens comme une hérésie, à une époque où Ledru-Rollin, Mazzini, Louis Blanc, Kossuth, constituaient en masse à Londres des futurs gouvernements provisoires non seulement pour leurs patries respectives, mais encore pour toute l'Europe, et où il ne restait plus qu'à réunir au moyen d'un emprunt révolutionnaire émis en Amérique, l'argent nécessaire pour réaliser en un clin d'œil la révolution, ainsi que les diverses républiques qui devaient en être la conséquence naturelle » (Ed. Costes, p. 96). Ce texte d'Engels, qui date de 1885, se termine sur le rappel et l'hommage coutumier à la formidable puissance de la conception révolutionnaire de l'histoire, que nous devons à Marx.

Nous avons là assez d'éléments pour affirmer que, à la méthode « légionnaire » et partisane fondée sur l'action de groupes d'exilés et la mystique propre à la révolution bourgeoise, la révolution ouvrière en oppose une autre bien différente : celle de l'organisation en parti de classe territorialement présent partout où le capital exploite ses esclaves salariés, parti unique pour tous les pays parce que non fondé sur la reconnaissance des Etats nationaux et des constitutions populaires, parti en lutte permanente contre les institutions bourgeoises en vigueur, aussi bien dans la théorie que dans le combat pratique.

La méthode démocratique-bourgeoise et partisane selon laquelle un mouvement ne peut se dresser dans un pays contre l'ordre régnant que s'il se fonde sur l'appui d'un régime étranger qui puisse lui fournir des armes et des secours et, en cas de défaite, un refuge pour des soliloques d'illuminés et pour des gouvernements fantômes, cette méthode n'a jamais cessé d'être, avec ses séductions corruptrices, un piège et un obstacle à la construction du mouvement prolétarien mondial de classe.

La tradition littéraire italienne possède un célèbre passage de Carducci sur les jeunes gens, printemps sacré de l'Italie, qui vengèrent les défaites de Rome et de Mentana en tombant victorieux sur la noble terre de France. Dans la guerre franco-prussienne de 1870, bien qu'on pût discuter sérieusement la question de savoir si la démocratie moderne avançait avec les baïonnettes de Moltke ou avec celles de Napoléon le Petit, les Garibaldiens italiens se portèrent comme légion de volontaires à Dijon, où ils remportèrent sur les Prussiens une victoire tactique d'importance secondaire.

Les épisodes légionnaires de la guerre de libération grecque contre les Turcs à la fin du siècle dernier nous gênent passablement quand il s'agit de consolider la critique socialiste contre le nationalisme et le patriotisme. Dans la polémique, on nous cria qu'à Damokos, avec les démocrates de tous les pays, il y avait aussi les anarchistes, et nous avons dû mainte fois expliquer patiemment que nous ne considérons pas les anarchistes comme un modèle de révolutionnarisme de gauche pour les marxistes.

Dans la guerre de 1914, on peut penser que le fait le plus important ne fut pas l'option des « démocrates » du monde entier en

faveur de l'un ou l'autre des deux partis. En Autriche et en Allemagne, les socialistes, comme du reste tous les autres partis parlementaires de gauche, prirent position pour le régime, pour la guerre. On en était déjà à un type de guerre moderne, impérialiste, générale, touchant tout le monde capitaliste. Il y avait parmi les belligérants un régime réactionnaire et féodal, la Russie, mais — ô surprise ! — il était dans le camp des grandes démocraties occidentales, celles qui avaient toujours couvé dans leur sein généreux les actions partisans pour la liberté ! Il n'était pas possible, à Londres ou à Paris, de songer à organiser des légions contre le tsar allié, sérieusement occupé à détourner sur lui les coups de bélier de l'armée du Kaiser. Mais la révolution russe n'en éclata pas moins. La position de Lénine et des bolchéviks face aux divers groupes opportunistes d'émigrés russes démocrates et socialistes n'a pas besoin d'être rappelée : pour la théorie, c'est la même que celle de Marx vis-à-vis du mazzinisme et du kossuthisme ; dans la pratique, il finit par les foutre tous dehors, dans le même panier que les tsaristes et les bourgeois...

## AUJOURD'HUI

En une catastrophique réédition du XXe siècle, la guerre de partisans a fait ses preuves en grand dans la guerre civile espagnole. Quant au légionarisme, la grande guerre nous en avait donné un exemple, en Italie, avec les brigades de D'Annunzio. De fait, pour l'analyse marxiste, ces phénomènes sont liés aux vastes exigences du militarisme professionnel déterminé par les guerres modernes

## A Staline, la Belgique reconnaissante...

De la même façon que les maîtres d'ici se revendiquent hautement de la « résistance patriotique » contre l'occupant allemand quand bourgeois et prolétaires défendirent côte à côte le sol de « leur » démocratique patrie, leurs cousins belges de Clarté font de la « libération » de la Belgique une date glorieuse pour la classe ouvrière belge : « Voici trente ans, c'était pour l'ensemble du peuple de Belgique une joie immense. L'armée hitlérienne était en pleine débandade et quittait le pays ; c'était la fin de la terreur fasciste, c'était la promesse d'une vie nouvelle » (Clarté du 11-9-74). Et ce journal de comparer les mérites respectifs des combattants alliés, peuple soviétique en premier avec à sa tête Joseph Staline, « le grand stratège de la lutte des partisans et de la guerre des armées », saluant au passage la part prise par les « courageux » soldats anglais et américains.

Ces gens reprochent au parti communiste belge dans le même article d'avoir trahi à la libération, en « sauvant la dictature de la bourgeoisie alors qu'elle chancelait, alors que de véritables communistes auraient appelé à la lutte pour la victoire totale » ; mais ils

surtout dans les classes moyennes, et conduisent directement à beaucoup des formes propres au totalitarisme fasciste.

Nous avons vu en Espagne les deux légionarismes, le rouge et le noir, qui ont pris tous les deux la forme de l'action de partisans, c'est-à-dire de corps d'armée entretenus et soutenus avec la technique moderne et les dépenses qu'elle entraîne, sans que les Etats — par exemple la Russie d'un côté, l'Italie de l'autre — apparaissent officiellement.

C'était, croyait-on, l'affrontement de deux mondes ; mais tout se termina par une opération de police complaisamment soutenue par les grands centres commerciaux des démocraties occidentales tandis que Moscou gardait une attitude ambiguë, et surtout par l'effondrement catastrophique du mouvement révolutionnaire international, sur le plan idéologique et organisationnel, et par une hécatombe d'hommes valides et courageux, le tout dans l'intérêt et pour le bénéfice du capitalisme.

Tout cela conduisit directement à la situation catastrophique, du point de vue du prolétariat, de la seconde guerre mondiale. Alors que, après la première, tout l'effort du mouvement s'appuyait sur la victoire communiste en Russie avait porté sur la formation d'un parti de classe international qui se dressait menaçant contre la bourgeoisie de tous les pays, les staliniens, eux, liquidèrent l'orientation classiste et de parti et, rejoignant des centaines de partis petit-bourgeois, renversèrent toutes les forces qu'hélas ils contrôlaient dans un mouvement de type légionnaire.

Les militants révolutionnaires se transformèrent en aventuriers d'un type standard, assez peu différent du type fasciste des premiers temps ; au lieu d'être des hommes de parti, défenseurs de la direc-

tion marxiste et de l'organisation solide et autonome des partis et de l'Internationale, ils devinrent des caporaux, colonels et généraux d'opérette. Ils détruisirent l'orientation de classe du prolétariat en le faisant reculer effroyablement d'au moins un siècle, et ils baptisèrent tout cela « progressisme ». Ils persuadèrent les ouvriers de France, d'Italie et de tous les autres pays que la lutte de classe, qui est par nature offensive, qui a un caractère d'initiative délibérée et déclarée, se concrétisait dans un défensisme, dans une résistance, dans une inutile hémorragie contre les forces capitalistes organisées ; celles-ci ne furent d'ailleurs écrasées et chassées que par d'autres forces non moins régulières et non moins capitalistes, mais la méthode adoptée empêcha absolument d'insérer dans le mouvement toute tentative d'attaque autonome menée par les forces ouvrières. L'histoire a montré que de telles tentatives ne manquèrent pas : telle la Commune de Varsovie, durant laquelle les Soviétiques, établis à quelques kilomètres de distance, ont attendu sans intervenir que l'armée allemande rétablisse l'ordre. Mais ce furent des tentatives condamnées d'avance par le détournement démocratique-partisan des énergies de classe.

Sur le difficile chemin de la classe ouvrière socialiste, la dégénérescence opportuniste de 1914-18, victorieusement combattue par le bolchévisme, c'est-à-dire par le marxisme véritable, correspond à la dégénérescence partisane de 1939-45.

Dans la première crise, on a réussi à revenir à notre méthode spécifique de lutte, en fondant de grands partis révolutionnaires autonomes. Après la seconde, le prolétariat est sous la menace d'une nouvelle infection partisane.

Le partisan est quelqu'un qui combat pour un autre ; qu'il le fasse par conviction, devoir ou pour de l'argent, peu importe.

Le militant du parti révolutionnaire est le travailleur qui combat pour lui-même, et pour la classe à laquelle il appartient.

Le sort de la reprise révolutionnaire dépend de la capacité d'élever de nouveau une barrière insurmontable entre la méthode d'action classiste de parti et la méthode démocratique-bourgeoise de la lutte de partisans.

se déclarent solidaires du bloc impérialiste démocratique, et saluent les « libérateurs » russes, américains ou anglais, au nom de la lutte pour la « liberté », cachant le caractère profondément contre-révolutionnaire de l'occupation militaire de l'Europe par les grands vainqueurs. Ils ne parviennent ainsi à démontrer qu'une chose : ils ne valent pas mieux que les traîtres du PCB.

Pour le marxisme authentique, la « trahison » des partis staliniens à la libération, c'est-à-dire leur participation directe à la reconstruction de l'économie, de l'empire colonial et de l'Etat, au mépris des exigences les plus élémentaires des grandes masses prolétariennes, ne fut que l'aboutissement inéluctable d'une trahison politique déjà consommée dans la renonciation à la révolution et l'aplatissement devant la démocratie bourgeoise, puis dans l'action de préparation du prolétariat à la guerre et la participation à l'entre-gorgement entre prolétaires.

Et on peut dire que, dans une certaine mesure, le PCB resta fidèle à lui-même, c'est-à-dire à sa seconde nature qui lui venait de son passage déjà accompli dans le camp de la défense de l'ordre so-

cial. Voici ce qu'il écrivait dans le *Drapeau Rouge* clandestin d'octobre 1943 : « Au lendemain de la victoire, la politique du PC sera déterminée par les mêmes mobiles : fidélité à la cause du peuple [et non du prolétariat], volonté de combattre l'oppression, [mais la lutte contre l'oppression de classe est subordonnée à celle contre l'oppression impérialiste étrangère en commun avec... les oppresseurs impérialistes nationaux], écraser le fascisme [au nom de la démocratie, c'est-à-dire d'une autre forme de domination de la bourgeoisie], châtier la trahison. Les communistes savent fort bien que la réaction ne servirait que la réaction et le fascisme larvé [air connu]. Loin de jomenter les troubles, ils mettront tout en œuvre pour établir et maintenir l'ordre démocratique ». Telle était donc la politique du PCB avant que, selon nos nationaux-communistes, les dirigeants ne trahissent à la fin 1944.

Pour préparer le prolétariat à détruire cet ordre impérialiste barbare, les véritables communistes doivent toujours se rappeler le mot d'ordre lancé par l'Internationale de Lénine : « Un seul drapeau mérite que des prolétaires meurent pour lui : celui de l'Internationale Communiste. »

# Le prolétariat et la crise

(suite de la page 1)

gones de Trotsky se laissent aller à des déductions du genre suivant (qui n'ont d'ailleurs rien d'original et sont à la base de tout le néo-opportunisme d'aujourd'hui) :

1) « La bourgeoisie n'accorde même plus les concessions élémentaires grâce auxquelles les directions réformistes rehausseraient leur prestige » ;

2) « L'agonie des formations social-démocrates classiques » les condamne à « dépérir sur pied » ou à se convertir en « soutien principal du pouvoir bourgeois » en se transformant, comme dit Trotsky, de social-réformisme en social-impérialisme (et ici on cite Wilson, Brandt, Nenni, comme s'ils n'étaient pas depuis belle lurette des représentants de partis bourgeois) ;

3) « La simplification de la nature de la bureaucratie » ouvrière lui permet de moins en moins « de bénéficier du mécanisme classique par lequel elle se dérobe aux tâches révolutionnaires [sic] [...] pour se consacrer à la lutte économique et démocratique de défense des intérêts immédiats et parcelaires du prolétariat » [et donc elle ne peut même plus défendre ces intérêts].

4) « Cette évolution ne peut être consolidée que par l'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat ».

Ces soi-disant « révolutionnaires » ne perdent jamais une occasion pour expliquer aux autres et à eux-mêmes que le réformisme n'a plus de place, qu'il va être démasqué incesamment, et qu'il n'y a pas d'autre choix pour les ouvriers qu'entre fascisme ou révolution ! Essayez de le tout d'une façon ou d'une autre et vous aurez l'explication de la « situation » telle que la présentent toutes les formations d'« extrême-gauche » qu'elles soient en accord ou non entre elles. Ce qui s'est passé entre

le moment où Trotsky écrivait et aujourd'hui ne leur a évidemment rien appris.

Nous sommes sûrs pour notre part que dans tous les cas la crise actuelle sera un « accélérateur » de l'histoire — même si nous ne nous sentons pas capables de fixer exactement son ampleur — et ceci impose aux révolutionnaires une intervention spécifique, en pleine connaissance des rapports de forces réels.

Il s'agit d'un « accélérateur » qui impose à la bourgeoisie des différents pays une série de mesures particulières concernant soit les rapports entre les Etats soit les rapports entre les classes. Il est certain que le processus indiqué par Trotsky — et que ses épigones comprennent si mal — s'accroîtra. Mais ceci ne doit pas être compris dans le sens que le réformisme va vers sa fin. Sur le plan économique en effet celui-ci est déjà fini depuis longtemps. C'est sur le plan politique qu'il sert, qu'il est utile et qu'il a sa propre force de conservation.

Il est certain que la crise ébranle l'équilibre, le pacte social qui dure depuis des décennies. C'est là le côté très positif où les révolutionnaires doivent faire porter leurs coups pour en exploiter tous les éléments. Ce qu'il faut comprendre de la leçon du passé c'est que les masses ne peuvent se porter sur le terrain révolutionnaire si l'organe de direction n'a pas mené auparavant un long travail de pénétration au sein des masses elles-mêmes, un travail de direction des luttes même « secondaires » pour la conquête d'un terrain vital pour la croissance du parti révolutionnaire : l'autonomie à l'égard de l'Etat bourgeois et des partis dont le but essentiel est de se faire une place dans l'Etat. C'est un objectif qu'on n'atteint pas en dehors de la force du parti et

de sa domination sur les organes économiques, c'est donc un objectif qui ne peut peut-être pas être atteint avant la conquête du pouvoir politique mais qu'il faut considérer et qui doit être réalisé *fût-ce de façon partielle*, en tant que condition essentielle du mouvement de défense et d'attaque du prolétariat.

Que les réformistes de tout bord ne comprennent pas cela, c'est normal, mais même de nombreux « révolutionnaires » ne se rendent pas compte du problème et considèrent cette autonomie soit comme un objectif politique en soi résolvant toutes les questions (et alors « autonomie » veut tout dire : révolution, pouvoir, communisme, comme c'est le cas du groupe italien *Lotta continua*), soit comme un fruit mûr prêt à tomber tout seul puisque « l'opportunisme n'a plus de place et la bourgeoisie ne peut plus faire de concessions ». En fait, c'est sur ce terrain immédiat de défense de la classe ouvrière que se mène aujourd'hui la lutte la plus importante et que se joue probablement l'avenir du prolétariat. Savoir donner aux luttes immédiates des objectifs d'autonomie de classe et les encadrer dans le contexte exact déterminé par les rapports de forces réels, ce n'est pas une tâche facile mais c'est une tâche vitale pour un parti, s'il ne veut pas se limiter à une phraséologie démagogique, à des objectifs non seulement impossibles mais hypocrites, ou au « syndicalisme révolutionnaire ».

Simultanément il y a le travail théorique, politique, organisationnel de formation (dans tous les sens du terme) du parti révolutionnaire. Ce « niveau » ne coïncide pas avec l'autre, mais les deux se nourrissent l'un de l'autre, même si nous sommes encore loin du moment où ils se réuniront.

# Torture et terreur, délices de la domination bourgeoise

Il y a quelques trente-cinq ans, les prolétaires étaient appelés à verser leur sang dans le combat « historique » de la Démocratie contre le Fascisme. Une des justifications de cette croisade était la brutalité et la violence du fascisme qui, au lieu de respecter la personne humaine, pratiquait systématiquement la torture. Et certes, c'était vrai. Mais il suffit de lire les journaux, pour voir que depuis le grand triomphe de la Sainte Démocratie l'écrasement de la personne humaine et la pratique systématique de la torture n'ont cessé de se développer dans le monde entier et dans des proportions effroyables.

Loin que les arrestations arbitraires, les sévices et tortures soient l'apanage des Etats « totalitaires », on les rencontre partout : en Espagne, certes, au Chili comme dans la Grèce des colonels, mais tout autant que les « pays démocratiques ». Sans oublier les moeurs bien de chez nous, la guerre d'Algérie ou les « ratonnades » plus récentes, nous ne citerons que quelques cas ; ceux-là et bien d'autres, chacun a pu en lire le récit détaillé dans la presse. Dans l'Ulster, l'Etat qui a inventé le fameux *habeas corpus*, pratique l'arrestation, la torture et la détention arbitraire des « suspects ». Dans le pays de la « non-violence », l'Inde, tortures et détentions dans des conditions inhumaines se multiplient, et *Le Monde* du 5-6/1/75 relate les tortures infligées aux femmes arrêtées dans des manifestations contre la faim aussi bien qu'aux suspects politiques. Ailleurs, on a renoncé apparemment aux nerfs de bœuf pour adopter les méthodes plus subtiles mises au point dans l'autre Grande Démocratie par les Psychologues-laveurs-de-cerveau : *l'isolement sensoriel*, la réclusion dans une cellule insonorisée, uniformément blanche et éclairée 24 heures sur 24, agit à la longue aussi bien que les coups pour briser l'équilibre et la résistance des suspects ; c'est ainsi que la RFA superdémocratique traite les anarchistes vrais ou supposés. Toutefois, ces méthodes raffinées, comme celles des Russes qui « soignent » les opposants politiques dans des hôpitaux psychiatriques où

ils ont toutes les chances de perdre la raison, ne sont applicables qu'à un petit nombre. A plus grande échelle, à Belfast comme à Saïgon, à Calcutta comme à Atlanta, Madrid ou Rio, on en revient aux tortures physiques, plus expéditives.

Malgré toutes les Déclarations des Droits de l'Homme, malgré toutes les Chartes et Conventions, les détentions sans jugement, les prisons atroces (« au-dessous des normes minima admises par les Nations unies ») les sévices et tortures se répandent et se généralisent. Les « progrès » accomplis en ce domaine par la démocratie impérialiste, entraînant et formant à son école les exploiters du monde entier, le Chili en étant un exemple achevé, laissent loin derrière eux les « exploits » de l'autocratie tsariste, tant dénigrée à l'époque !

Il faut bien voir que ces formes extrêmes du terrorisme de la classe dominante et de son Etat ne pourront que se répandre et se généraliser encore plus. Le développement du capitalisme accroît ses contradictions, accentue et exacerbe les antagonismes sociaux et la lutte des classes dans toutes les aires de la planète : faute d'une subordination volontaire, c'est par la terreur ouverte que l'impérialisme et les classes dominantes essaient d'obtenir la soumission des classes et peuples exploités. Lorsque les antagonismes de classe grandissent et que la lutte des classes s'exacerbe, la classe dominante *accroît sa terreur*, en utilisant aussi bien son appareil de répression « légal », la police et l'armée, que les bandes blanches et même les gangsters mercenaires. La torture en est une des formes. Elle vise à briser et paralyser les militants des organisations qui menacent de quelque façon que ce soit l'ordre établi.

Et devant le déchaînement du terrorisme des Etats, de bons démocrates s'indignent, dénoncent, protestent. Mais voilà, ils le font au nom des Droits de l'Homme, au nom du respect de la Loi et de la Justice, bref, en revendiquant un Etat et une légalité *au-dessus* de la lutte des classes. Une telle revendication n'est pas seulement illusoire, elle est défaitiste, elle paralyse toute lutte véritable contre le terrorisme de la classe dominante : demander à l'Etat (ou à un super-Etat) de se faire le garant d'une « règle humanitaire » dans la lutte des classes, c'est cacher qu'il est précisément, lui, l'instrument d'oppression et de terreur de la classe dominante.

C'est donc sur les principes de la lutte révolutionnaire qui devra emporter sur son passage la légalité et tous les droits pour les exploités qu'on pourra forger une force capable de s'opposer au terrorisme multiforme de ces derniers.

Et ce n'est que par l'organisation et la lutte autonome de la classe révolutionnaire sur ces principes qu'on réussira — non pas à bannir la terreur du terrain social, car elle durera tant qu'existeront les classes — mais à plier les classes exploiteuses à la force — et donc à la terreur — révolutionnaire. Comme le dit Lénine dans *Marrisme et Révisionnisme* (1908) :

« L'expérience des alliances, des accords, des blocs avec le libéralisme social-réformateur en Occident, avec le réformisme libéral dans la révolution russe, a montré de façon convaincante que ces accords ne font qu'émousser la conscience des masses, qu'au lieu d'accroître ils atténuent la portée véritable de leur lutte, en liant les combattants aux éléments les moins aptes à combattre, les plus prompts à la défaillance et à la trahison. »

## A NOS LECTEURS EN SUISSE

Le supplément n° 2 (janvier 75) au « Prolétaire » pour la Suisse vient de paraître, avec pour titre :

**AU FRONT UNI DE L'OPPORTUNISME ET DE LA BOURGEOISIE, OPPOSONS LE FRONT UNIQUE DU PROLETARIAT.**

Au sommaire :

- La politique de collaboration des syndicats,
- La contre-révolution stalinienne et son rôle,
- Les derniers exploits de l'opportunisme,
- Construisons le front unique du prolétariat.

Prix : 1 F, commandes au « Prolétaire ».

## DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

Sommaire :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
- Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
- La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IV<sup>e</sup> Congrès mondial (Moscou, 1922).
- Projet de thèses présenté par la Gauche au III<sup>e</sup> Congrès du P.C. d'Italie (Lyon, 1926).
- Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
- Thèses caractéristiques du parti (1951).
- Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
- Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
- Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).

Prix : 15 F (+ 1,50 F de frais d'envoi). Commandes au « Prolétaire ».

## PERMANENCES DU PARTI

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12<sup>e</sup>) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Strasbourg le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couppes, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● A Lille : le dimanche de 10 h à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes).

● A Marseille : les samedis 8 et 22 février, 8 et 22 mars, de 14 h 30 à 17 h 30, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).

● A Toulouse : le samedi de 16 h à 18 h, café « Le Béarn », place Saint-Michel.

## RÉUNION DE LECTEURS A LILLE

Le samedi 1<sup>er</sup> mars, à 18 h 30

82, rue du Marché (Quartier Wazemmes)

**LES FONDEMENTS DU COMMUNISME  
REVOLUTIONNAIRE**

FREDERIC ENGELS

## LA QUESTION PAYSANNE

EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

Réédité dans le n° 65 de

PROGRAMME COMMUNISTE

Prix : 6 F (+ 1 F de frais d'envoi)

directeur - gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>  
distribué par les NMPP